

10 ANS
PLUS TARD...

RAPPORT
ANNUUEL 2014

SOMMAIRE

MESSAGE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

PAGE 4

CGLU ET SES SECTIONS: LE RÉSEAU MONDIAL DES VILLES, GOUVERNEMENTS LOCAUX ET RÉGIONAUX

PAGE 6

2014: 100 ANS D'ACTION, 10 ANS D'UNITÉ

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2014

PAGE 8

01 REPRÉSENTATION

Relations institutionnelles

INTELLIGENCE

L'agenda international des gouvernements locaux et régionaux : observatoire mondial sur la démocratie locale et la décentralisation

COOPÉRATION

Programme entre villes et associations:
l'apprentissage par l'action
Commissions et Groupes de travail

PAGE 30

02 LEADERSHIP ET GOUVERNANCE

Relations avec les instances statutaires

PÁGINA 34

03 ORGANISATION

Connaissance et Communication
Gestion financière

MESSAGE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Si 2013 était l'année du centenaire du mouvement municipal international, en **2014** nous avons célébré un autre moment historique: le dixième anniversaire de la création de Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU). Nous ne pouvons comprendre cette Organisation dans son ensemble qu'en prenant en compte les **100 ans d'histoire du mouvement municipal international** et l'héritage des organisations antérieures qui ont permis la naissance de ce que nous connaissons aujourd'hui comme CGLU.

Forte de ses dix ans d'existence, **CGLU réaffirme que les villes, moteurs d'innovation et de développement, doivent échanger leurs expériences et leurs connaissances pour faire face aux importants enjeux mondiaux** qui surgissent et affectent directement la vie des citoyens. C'est pourquoi l'existence d'une Organisation comme la nôtre est primordiale puisqu'elle représente une articulation mondiale faisant entendre la voix d'un monde local interconnecté.

Les gouvernements nationaux et la communauté internationale, éloignés de la réalité des citoyens, ne peuvent être les seuls à décider des facteurs clés pour qu'il n'existe plus de banlieues demain, pour qu'il n'y ait plus de pauvreté extrême, pour que la population ait accès aux services essentiels comme l'eau, l'assainissement, la santé ou l'éducation. **Nous sommes convaincus que ce sont les gouvernements les plus proches des citoyens qui sont les garants des services de première** nécessité et qui permettent aux sociétés d'être humaines, inclusives, durables et pacifiques.

Nous avons conscience qu'il est de notre responsabilité de démontrer que les villes peuvent et doivent être à la tête des transformations qui aideront à faire face aux enjeux mondiaux. Notre principal défi est de prouver la capacité de collaboration et d'innovation des gouvernements locaux et régionaux du monde entier. C'est pourquoi 2014 a été une année particulièrement intense du point de vue des activités de plaidoyer international menées auprès des Nations Unies. Forts de cet objectif, nous avons encouragé la consolidation de la Taskforce Mondiale comme référence pour la représentation des gouvernements locaux et régionaux, ainsi que l'intense activités des Sections et des Commissions thématiques de CGLU.

Le présent rapport vise à informer sur les temps forts de l'activité que CGLU a menée en 2014. S'il s'agit d'un résumé assez complet, il ne comporte toutefois pas toutes les actions développées par le réseau dans son ensemble. Nous souhaitons néanmoins célébrer tous les succès que nous avons connus grâce aux gouvernements locaux et pour eux, sur la scène internationale.

A une période aussi importante que celle que nous vivons actuellement, à la veille de l'organisation de la **Conférence Habitat III en 2016** lors de laquelle sera défini l'agenda urbain, en plein processus de définition **du nouvel agenda de développement post-2015**, et après avoir célébré à Rabat en 2013 les 100 ans du mouvement municipal international, il n'est pas évident de faire le point sur le travail accompli jusqu'à présent. Le regard tourné vers l'avenir, nous souhaitons réaffirmer notre volonté de **continuer à travailler pour défendre les intérêts des collectivités locales.**

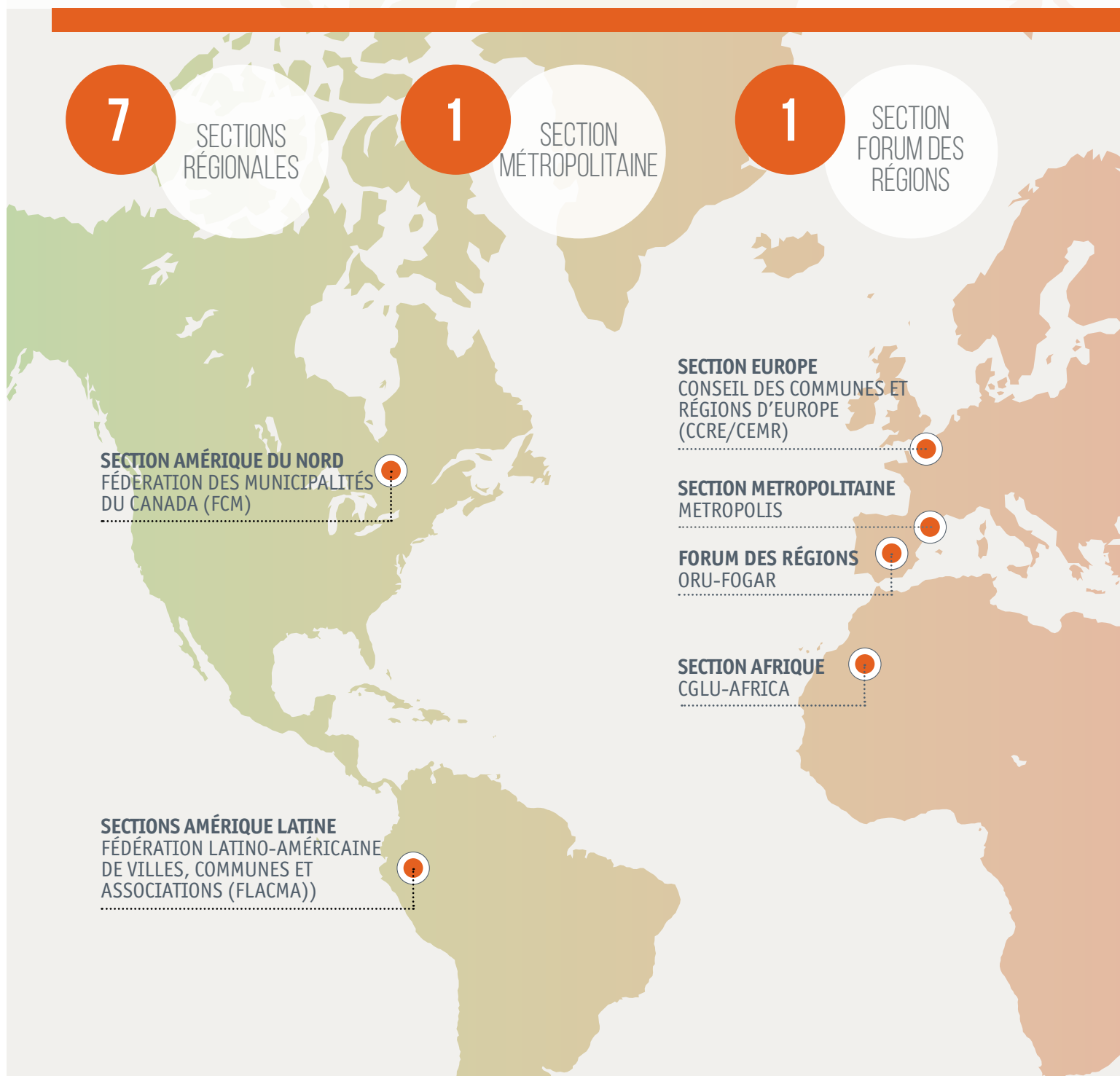
“
NOTRE PRINCIPAL DÉFI EST DE DÉMONTRER LA CAPACITÉ DE COLLABORATION ET D'INNOVATION DES GOUVERNEMENTS LOCAUX ET RÉGIONAUX DU MONDE ENTIER.
”



Josep Roig
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

CGLU ET SES SECTIONS

LE RÉSEAU MONDIAL DES VILLES, GOUVERNEMENTS

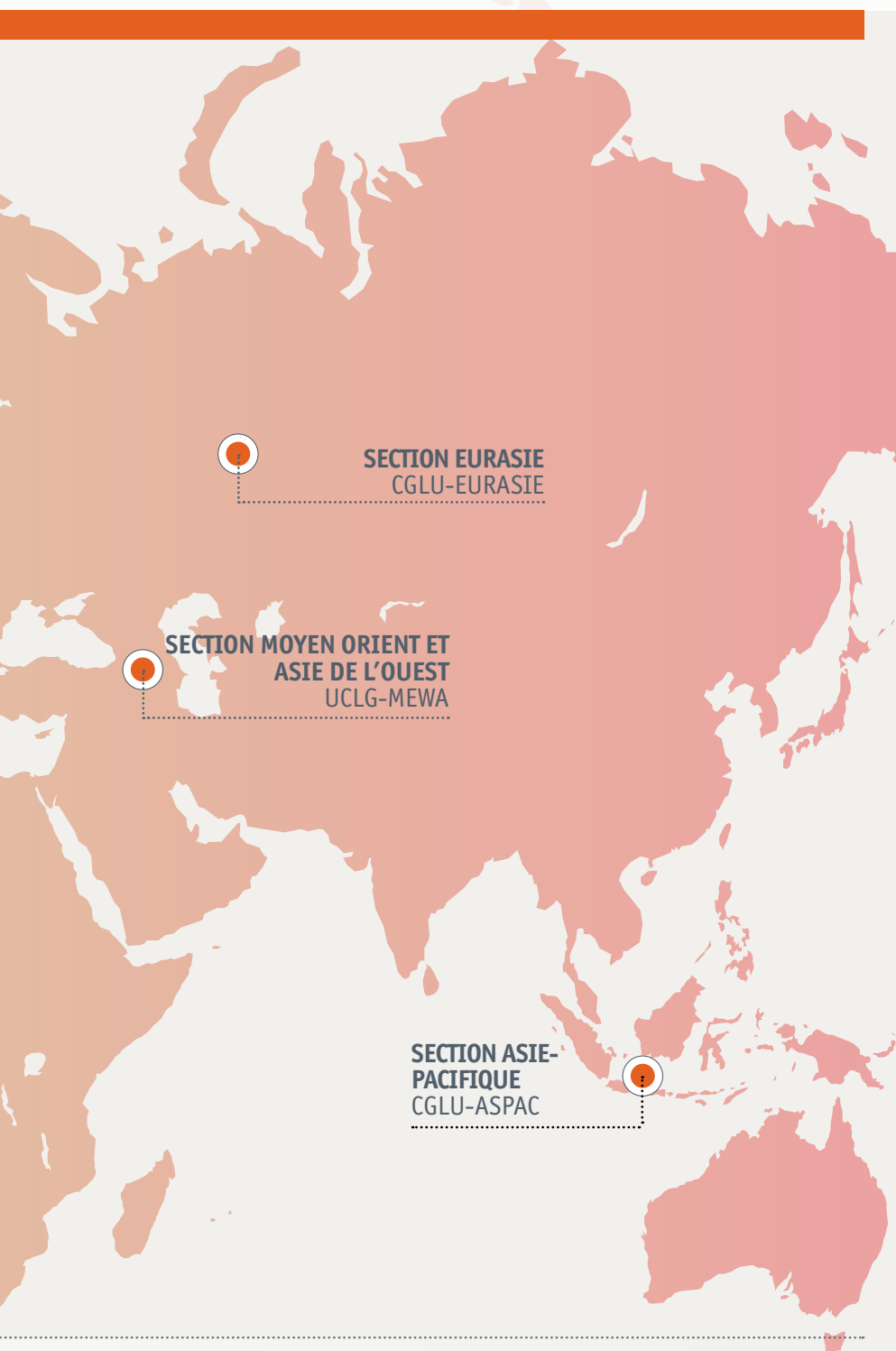


PRÉSENT DANS :

140 DES 192 ÉTATS MEMBRES
DES NATIONS UNIES

REPRÉSENTE AUSSI BIEN DES VILLES, DES PROVINCES, DES RÉGIONS QUE
DES ASSOCIATIONS DE GOUVERNEMENTS LOCAUX ET RÉGIONAUX

LOCAUX ET RÉGIONAUX



SECTION EURASIE
CGLU-EURASIE

SECTION MOYEN ORIENT ET
ASIE DE L'OUEST
UCLG-MEWA

SECTION ASIE-
PACIFIQUE
CGLU-ASPAC

PLUS DE

1.000

**VILLES ET REGIONS
ET 155 ASSOCIATIONS
NATIONALES**

SONT MEMBRES DE CGLU

REPRÉSENTE ET DÉFEND LES INTÉRÊTS DES GOUVERNEMENTS LOCAUX ET RÉGIONAUX SUR LA SCÈNE MONDIALE

Cités et Gouvernements Locaux Unis s'engage à promouvoir, à travers l'action de ses membres, une société juste, durable et solidaire, fondée sur la démocratie locale, l'autonomie et la décentralisation, défenseur de l'intérêt général des citoyens.

NOTRE MISSION

La mission de CGLU est d'être la voix unifiée et le défenseur de l'autonomie locale et régionale démocratique, promouvoir ses valeurs, ses objectifs et ses intérêts, au travers de la coopération entre les gouvernements locaux et régionaux, comme au sein de la communauté internationale.

NOS OBJECTIFS

RENFORCER le rôle des collectivités locales dans le système international de prise de décision;
MOBILISER l'action locale en faveur du développement;
PROMOUVOIR des collectivités locales et des associations nationales représentatives fortes et efficaces;
PROMOUVOIR l'innovation au service de la gouvernance locale.

2004/2014

Le 5 mai 2014 a vu la célébration du 10^e anniversaire de la création de CGLU. Il y a dix ans, se réunissaient à Paris des maires, des dirigeants et des représentants de villes et de régions du monde entier, dans la volonté de créer une organisation mondiale unissant tous les pouvoirs locaux. C'est à ce moment qu'est née CGLU, fruit de l'union entre IULA, la FMCU et METROPOLIS, donnant lieu pour la première fois à une organisation capable d'unir et d'articuler les voix locales et régionales du monde entier, et installant son siège à Barcelone.

D'OÙ VENONS-NOUS : **100 ANS DE PRINCIPES TOUJOURS D'ACTUALITÉ, DE VISIONS ET DE RÊVES RENOUVELÉS**

La création de Cités et Gouvernements Locaux Unis en 2004 résultait de nombreuses années d'échanges entre les dirigeants locaux et régionaux du monde, qui ont travaillé au niveau international à travers différentes organisations pour une cause commune.

Les principes qui nous unissaient tous se fondaient sur la conviction qu'il était possible et même grandement nécessaire de se doter d'un organe défenseur de l'autonomie locale démocratique, pour promouvoir les valeurs, les objectifs et les intérêts des gouvernements locaux et régionaux, quelles que soient leur taille et leur organisation, au travers d'une action commune.

Une décennie plus tard, le préambule de nos Statuts sont toujours pleinement d'actualité. Les messages sur l'importance de l'unité, la pertinence de représenter des membres de toutes tailles et de tous types, continuent de former partie intégrante de notre activité quotidienne. De plus, le préambule lance un appel à la diversité et se fonde sur certaines des causes les plus justes et les plus transcendantes défendues par les hommes et les femmes au sein d'un système multilatéral de gouvernement, comme par exemple les droits humains ou la démocratie, causes pour lesquelles CGLU travaille tous les jours.

Depuis notre création, nous défendons la nécessité d'appréhender aussi bien la dimension rurale que la dimension urbaine de nos communautés, ainsi que le rôle que joue l'environnement dans nos politiques. Nos Statuts reconnaissent déjà le concept d'alliance et de dialogues entre les différents niveaux de gouvernement. Tout ce qui a été évoqué précédemment continue d'être une référence dans notre travail actuel et le sera encore lors de la prochaine décennie

LE REGARD TOURNÉ VERS L'EXTÉRIEUR : **NOUS NOUS ADAPTONS AUX CHANGEMENTS EXTERNES**

La révolution technologique et de l'information, les effets mondiaux du changement climatique, l'urbanisation rapide et la crise économique et financière sont autant de facteurs externes qui n'étaient pas envisagés lors de la création de CGLU. Cependant, tous ces facteurs ont eu des conséquences généralisées et ont clairement défini les relations internationales, ainsi que la logique de travail des organisations mondiales et de notre propre activité.

La révolution technologique et de l'information n'a pas seulement changé notre façon de communiquer ou d'organiser les processus

10^{ÈME} ANNIVERSAIRE DE CGLU

Le Secrétariat Mondial de CGLU a lancé un concours public et une campagne dans les médias sociaux pour concevoir une affiche illustrant le thème du 10^{ème} anniversaire de l'Organisation : 100 ans d'ACTION : 10 ans d'UNITE. Les posters sélectionnés représentaient le chemin parcouru jusqu'à présent, sans oublier le regard tourné vers de nouveaux horizons.

Ce concours a été reçu favorablement et a fait augmenter de façon significative le nombre de visites sur le site de CGLU et ses différentes plateformes sociales, ainsi que la visibilité générale de l'Organisation.

L'affiche a été utilisée pour tous les supports de communication et la documentation produite tout au long de l'année 2014.

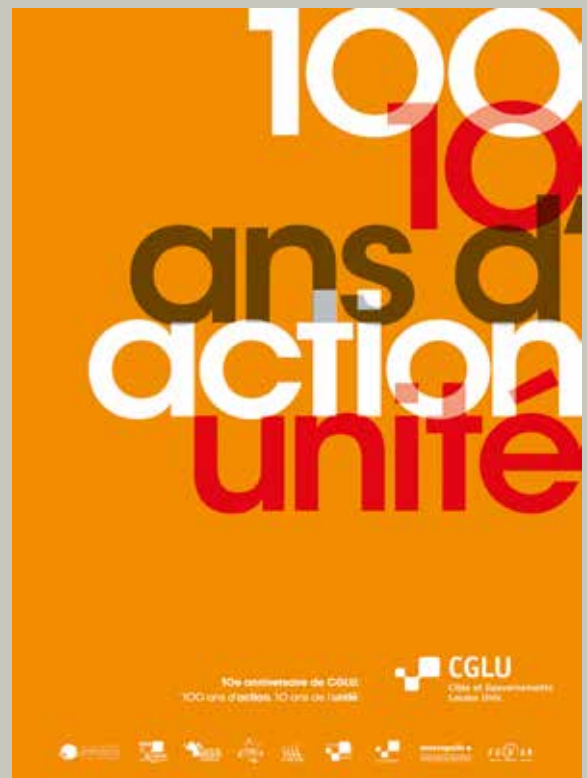
internationaux de prise de décisions politiques et de collaboration ; elle a aussi modifié le type de services que nos membres attendent. Allons encore plus loin : cette révolution a un impact sur la façon dont nous devons nous organiser à l'avenir.

D'autres facteurs comme le changement climatique ou l'urbanisation jouent un rôle important dans l'agenda mondial et mettent à l'épreuve notre capacité à défendre et encourager le rôle des gouvernements locaux et régionaux dans la mise en œuvre de politiques efficaces.

En outre, nos membres dans de nombreuses régions du monde ont dû faire face à des défis démocratiques de taille au sein de leur propre contexte local. L'augmentation des inégalités, les changements démographiques significatifs et les tensions politiques et sociales qui ont revêtu différentes formes selon les régions du monde, ont également affecté les réalités locales de nos membres.

De la même façon, les importantes limitations imposées aux budgets publics et la conséquente redéfinition des tâches entre les différents échelons de gouvernement ont entraîné de plus grandes difficultés pour nos membres à l'heure de justifier auprès de leurs électeurs la validité de l'action internationale. Tout ceci a entraîné une tendance à la recentralisation dans nombre de pays du monde, ainsi qu'une remise en question de rôle des gouvernements et du secteur public.

Par ailleurs, les attentes d'une population mieux informée que jamais et disposant de capacités pour s'organiser, ont exigé que les gouvernements locaux répondent à de nouvelles demandes et se responsabilisent de services s'étendant bien au-delà des ressources et des capacités dont ils disposent.



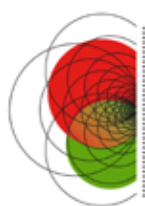
01

REPRÉSENTATION
INTELLIGENCE
COOPÉRATION

RELATIONS INSTITUTIONNELLES ET **REPRÉSENTATION**

COLLABORATION AVEC LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE : REPRÉSENTATION ET PLAIDOYER

LA TASKFORCE MONDIALE COMME PRINCIPAL PORTE- PAROLE DES AUTORITÉS LOCALES ET RÉGIONALES ET DE LEURS ASSOCIATIONS AUPRÈS DE LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE



GLOBAL TASKFORCE
OF LOCAL AND REGIONAL GOVERNMENTS
FOR POST-2015 DEVELOPMENT AGENDA
TOWARDS HABITAT III

La Taskforce Mondiale des Gouvernements Locaux et Régionaux pour l'agenda post-2015 et vers Habitat III (GTF) est devenue le principal interlocuteur des autorités locales et régionales, de leur associations, réseaux et organisations apparentées devant la communauté internationale et en particulier devant les Nations Unies.

En 2014, la Taskforce Mondiale, avec l'aide de CGLU, a organisé des débats portant sur les politiques et les activités de représentation et de diffusion liées au rôle des gouvernements locaux et de l'urbanisation dans l'agenda du développement durable. En ce sens, **l'inclusion d'un objectif de développement urbain durable** dans l'agenda qui remplacera les Objectifs de Développement du Millénaire après 2015 a été promue tout au long de l'année. Des activités de sensibilisation ont été organisées régulièrement au cours des discussions du Groupe de Travail Ouvert (OWG, selon l'acronyme anglais) pour l'élaboration de l'Agenda de développement post-2015, le segment d'intégration d'ECO-SOC, le Forum Politique de Haut Niveau et la Prepcom I d'Habitat III.

La Taskforce Mondiale s'est consolidée, non seulement car les gouvernements locaux et régionaux sont de plus en plus reconnus comme acteurs clés du développement, mais surtout car les réseaux de gouvernements locaux et régionaux souhaitent de plus en plus s'engager et participer à ses activités de représentation internationale. ○



LA TASKFORCE
MONDIALE S'EST
CONSOLIDÉE
CAR LES
RÉSEAUX DE
GOUVERNEMENTS
LOCAUX ET
RÉGIONAUX
SOUHAITENT DE
PLUS EN PLUS
S'ENGAGER ET
PARTICIPER À
SES ACTIVITÉS DE
REPRÉSENTATION
INTERNATIONALE





FORUM POLITIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA COMMISSION EUROPÉENNE



En octobre 2014, le second Forum politique pour le développement (FPD) de la Commission européenne a été organisé à Bruxelles. La rencontre s'est centrée sur l'agenda de développement post-2015, le partenariat mondial pour la coopération efficace au service du développement, l'environnement favorable pour les autorités locales et régionales (ALR), les organisations de la société civile (OSC) dans les pays partenaires, et les programmes de l'UE.

A partir du dialogue structuré (2009-2011), la Commission européenne a lancé le FPD en 2013 en tant qu'espace de dialogue sur les politiques européennes de développement entre les institutions de l'UE, les ALR et les OSC. Le FPD se réunit une fois par an à Bruxelles, avec environ quatre-vingts représentants venant du monde entier. Les autorités locales et régionales disposent de 15 sièges : trois pour chaque région (Afrique, Asie, Amérique Latine et pays voisins), deux pour PLATFORMA en tant que représentant des réseaux européens, et un pour les réseaux mondiaux (CGLU, AIMF et CLGF), représentés par Jacqueline Mous-

tache-Belle, Maire de Victoria et Coprésidente de CGLU. Des réunions régionales peuvent également avoir lieu, par exemple en juin 2014 en Amérique latine et en décembre 2014 en Afrique (prochaines réunions régionales prévues en Asie et en Afrique en 2015). Au cours du second FPD, CGLU a organisé une session sur l'urbanisation pour défendre l'objectif 11, « **Rendre les villes et les établissements humains inclusifs, sûrs, résilients et durables** ». A l'occasion de cette session, CGLU a défendu l'objectif 11 des Objectifs du Développement Durable (ODD) en tant qu'objectif spécifique de l'agenda post-2015, en réponse aux suggestions de la Commission européenne de divulguer les perspectives urbaines dans sa dernière Communication sur l'agenda post-2015.

Toujours pendant cette session, le gouverneur de Kinshasa a souligné que l'urbanisation, particulièrement en Afrique, devrait être reconnue comme l'une des dimensions clé de l'agenda de développement. Dans la même ligne, le Maire d'Oisterwijk, aux Pays-Bas, également membre de l'Association nationale des gouvernements locaux des Pays-Bas (VNG), s'est exprimé au nom de PLATFORMA et du Comité des Régions pour défendre les dimensions urbaine et locale des ODD. La session a été modérée par Josep Roig, Secrétaire Général de CGLU. ○

Communication sur l'agenda Post-2015

www.uclg.org/fr



CGLU A DÉFENDU L'OBJECTIF 11 DES OBJECTIFS DU DÉVELOPPEMENT DURABLE (ODD) EN TANT QU'OBJECTIF SPÉCIFIQUE DE L'AGENDA POST-2015, EN RÉPONSE AUX SUGGESTIONS DE LA COMMISSION EUROPÉENNE DE DIVULGUER LES PERSPECTIVES URBAINES DANS SA DERNIÈRE COMMUNICATION SUR L'AGENDA POST-2015.

CAMPAGNE POUR UN OBJECTIF SPÉCIFIQUE SUR LE DÉVELOPPEMENT URBAIN DURABLE



D'octobre 2013 à novembre 2014, la majorité des associations de gouvernements locaux et régionaux ont collaboré avec la GTF au développement et à la défense de positions communes à l'occasion de la campagne pour un Objectif spécifique sur l'urbanisation durable (appelé #UrbanSDG) Ce travail a été mené à l'occasion des moments clé des consultations réalisées par les Nations Unies.

L'initiative des Journées des villes organisées à New York du 13 au 16 décembre, en partenariat avec ONU Habitat et les Amis des villes durables est un temps fort qu'il convient de

noter, ainsi que la campagne promu conjointement avec UNSDSN et ONU Habitat pour un objectif spécifique sur les villes et l'urbanisation durables, ou #UrbanSDG.

Une délégation qui soutient l'idée de l'objectif dédié à l'urbanisation durable, a été accueillie par le Secrétaire Général des Nations Unies, le Vice-Secrétaire Général Eliasson et le Secrétaire Général adjoint, Joan Clos. Plus de 200 villes et associations étaient présentes.

LES MESSAGES CLÉS DE LA CAMPAGNE

L'urbanisation rapide est un phénomène évolutif de grande importance qui redéfinira le monde tel que nous le connaissons aujourd'hui et **aura des effets au-delà de la vie des résidents urbains.**

Un objectif urbain doit non seulement être ciblé sur les villes, mais également **inclure une approche territoriale** qui consacrera l'attention nécessaire aux liens entre les zones rurales et urbaines.

Nombre des conséquences de l'urbanisation auront un effet mondial. Pour y faire face, nous devons **prendre en compte le potentiel qu'ont les villes de proposer des solutions aux défis mondiaux.**

Eye support
#UrbanSDG

LA CAMPAGNE #URBANSBG

www.urbansdg.uclg.org

Suite au succès de la campagne, la GTF a participé aux différentes réunions de l'OWG, le mécanisme officiel mis en place par les Nations Unies afin de préparer le terrain avant de définir les Objectifs de Développement Durable. L'OWG s'est réuni tous les mois de décembre 2013 à juin 2014.

La session de janvier 2014 (OWG7) a revêtu une importance particulière, car une journée entière a été consacrée aux villes et établissements humains durables. A cette occasion, la délégation des gouvernements locaux et régionaux a insisté sur l'importance de réunir toutes les questions liées à la gouvernance locale et à la prestation de services sous un unique objectif qui permettrait la mobilisation des acteurs locaux, en les alignant pour un meilleur appui aux objectifs communs.

Tout au long des consultations, de nombreux États membres de l'ONU ont soutenu l'idée que les autorités locales et régionales devraient être profondément impliquées dans l'agenda du développement, si l'on veut répondre aux préoccupations et aux priorités de nos communautés. L'urbanisation est un phénomène de transformation qui doit être géré de façon positive et être totalement inclus dans les ODD futurs. D'autres Groupes majeurs qui représentent le secteur privé, les femmes ou les jeunes entre autres, ont exprimé leur soutien au domaine prioritaire de l'urbanisation durable.



L'URBANISATION EST UN PHÉNOMÈNE DE TRANSFORMATION QUI DOIT ÊTRE GÉRÉ DE FAÇON POSITIVE ET ÊTRE TOTALEMENT INCLUS DANS LES ODD FUTURS

La première version de l'objectif urbain (juillet 2014)

Le processus du Groupe de Travail Ouvert a pris fin en juillet et il aura permis l'adoption de la première ébauche d'un ensemble d'objectifs, notamment l'**Objectif 11**, dédié aux villes : **Rendre les villes et les établissements humains inclusifs, sûrs, résilients et durables**. La GTF a célébré cette réalisation qui représente un important pas en avant, une étape collective essentielle pour les dirigeants locaux et régionaux dans le monde entier. La GTF doit maintenant veiller à ce que cet élan se maintienne jusqu'au Sommet des Chefs d'États de l'ONU sur l'Agenda post-2015 qui aura lieu en septembre 2015.

Contribution à la réalisation de consultations sur la mise en œuvre locale de l'agenda post-2015 et au développement d'objectifs et de d'indicateurs adéquats pour un objectif de développement urbain durable

Bien que l'objectif urbain fasse actuellement partie des objectifs proposés par l'OWG et qu'il puisse encore compter sur des partisans influents, la GTF et ses partenaires font face à un grand défi à l'heure de conserver cet objectif en tant qu'objectif distinct. Pour contribuer au futur débat, CGLU, avec le soutien de DeLog et en collaboration avec différents partenaires (UNSDSN, ONU-Habitat), a développé un ensemble d'indicateurs, afin de définir les buts et objectifs proposés par l'OWG. ○

MISE EN ŒUVRE LOCALE DE L'AGENDA DE DÉVELOPPEMENT POST-2015

Sous la codirection du PNUD, d'ONU-Habitat et de la Taskforce Mondiale, un processus de consultation sur « la mise en œuvre locale de l'Agenda de développement post-2015 » a été lancé fin avril et s'est terminé en octobre 2014.

Alors que la première phase du dialogue, qui s'est tenue en 2013, a porté sur les questions et les domaines potentiels à inclure dans l'Agenda du développement post-2015 (le « quoi » de l'agenda), la deuxième phase, lancée en avril 2014, était consacrée aux **moyens de la mise en œuvre de l'agenda post-2015** (le « comment » et le « qui » de l'agenda). Les dialogues sur la mise en œuvre recouvrent six principaux domaines de discussion :

- 1) la mise en œuvre locale de l'agenda du développement post-2015 ;
- 2) la collaboration pour renforcer les capacités et les institutions ;
- 3) le suivi participatif, les processus de responsabilité existants et nouveaux ;
- 4) les partenariats avec la société civile et d'autres acteurs ;
- 5) les partenariats avec le secteur privé ; et
- 6) la culture et le développement.

Les dialogues territoriaux et nationaux sur la mise en œuvre locale ont eu lieu dans les pays partenaires de mai à septembre 2014, dans



treize pays : Arménie, Cameroun, Équateur, Ghana, Italie, Jamaïque, Malaisie, Malawi, Philippines, Salvador, Tadjikistan, Tanzanie et Vanuatu. Les réunions régionales et mondiales ont été organisées de juillet à octobre 2014, et notamment durant le Bureau Exécutif de CGLU à Liverpool, en juin 2014.

Un rapport de synthèse global préliminaire a été présenté à New York en septembre, et le rapport final a été remis lors d'un événement de haut niveau à Turin (Italie), les 14 et 15 octobre. Ce rapport final a été présenté ultérieurement à Ban Ki-moon en novembre 2014, dans le but de le voir inclus dans le rapport du Secrétaire Général sur l'agenda de développement post-2015 face à l'Assemblée Générale de l'ONU en novembre 2014.

Le rapport final souligne l'importance d'un environnement favorable qui libère le potentiel de développement des gouvernements locaux et régionaux, et souligne l'importance de mécanismes de financement durables et de programmes de renforcement des capacités pour soutenir l'inclusion de l'Agenda. 📍

Par ailleurs, sur une page spécifique, www.worldwewant2015.org des débats en ligne ont été organisés et les contenus ont été divulgués par le biais d'organisations associées.



LE RAPPORT FINAL SOULIGNE L'IMPORTANCE DE MÉCANISMES DE FINANCEMENT DURABLES ET DE PROGRAMMES DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS POUR SOUTENIR L'INCLUSION DE L'AGENDA

SEGMENT D'INTÉGRATION DE L'ECOSOC SUR L'URBANISME DURABLE : RECOMMANDATIONS DES GOUVERNEMENTS LOCAUX ET RÉGIONAUX AU SYSTÈME DES NATIONS UNIES POUR ÉTABLIR UN AGENDA AMÉLIORÉ

À l'issue de Rio+20 et de la réforme de l'ECOSOC, un nouveau domaine d'action a été créé au sein du Conseil Economique et Social des Nations Unies, visant à inclure les retours d'information sur les politiques de la part des différents acteurs prenant part aux délibérations de l'ONU, et à faire connaître des thèmes transversaux pertinents pour l'agenda de développement durable. La première session de ce genre était consacrée à l'urbanisation durable, et s'est tenue du 27 au 29 mai 2014 à New York.

CGLU, CLGF, ICLEI, ORU-FOGAR, nrg4SD, FCM, le CCRE, PLATFORMA, le Groupe de Travail sur le renforcement institutionnel (Plateforme CIB), la Commission Culture et CGLU Afrique faisaient partie de la délégation des gouvernements locaux et régionaux ayant assisté à l'événement. Les représentants de CGLU ont joué un rôle important lors des sessions plénières de leur domaine d'action, leur permettant de partager les messages convenus au sein du communiqué de la Taskforce Mondiale du 26 mai.

En outre, les différents partenaires ont participé et co-organisé 4 événements parallèles couvrant différents domaines de notre travail. Les partenaires clés comme l'Alliance des Villes, ONU Habitat, le PNUD, ONU Femmes, la Commission Huairou, HIC et SDI ont collaboré pour des activités conjointes.

Le Secrétaire Général des Nations Unies a fortement soutenu les gouvernements locaux. A l'ouverture de la réunion, il a rappelé que **les zones urbaines sont au cœur de nombreux**

défis importants, de possibilités et de promesses, et que la capacité des gouvernements locaux devait être renforcée pour planifier, construire et gérer les zones urbaines.

Un soutien très net en faveur du rôle des gouvernements locaux et régionaux est venu de la part d'un groupe de décision stratégique urbaine des Etats et des partenaires de l'ONU présents à la réunion. La réunion a souligné qu'une claire division des compétences entre les autorités locales d'une part, et entre les autorités locales et le gouvernement national d'autre part, est également nécessaire. Les processus de décentralisation doivent ainsi être renforcés dans tous les pays pour garantir que les gouvernements locaux soient impliqués à tous les niveaux, depuis la formulation des politiques jusqu'à leur mise en œuvre. Les villes durables se construiront à partir d'une appropriation commune, sur la base d'une gouvernance transparente et efficace et d'un processus de prise de décisions participatif, qui envisagera les consultations auprès des citoyens comme la méthode la plus pertinente d'identifier les besoins urgents à l'échelon local.

Cette session a été un signal important fait aux négociateurs de l'OWG, par la réaffirmation de la position du groupe sur le rôle de transformation que peut avoir une urbanisation dotée d'une bonne gestion et de bonnes ressources au sein du développement territorial.

CGLU a été clairement reconnue comme une organisation parapluie et comme le facilitateur du groupe principal des gouvernements locaux et régionaux. Une fois de plus, l'officialisation du rôle de facilitateur de CGLU contribue à renforcer l'Organisation mondiale comme la voix la plus importante et le facilitateur de la représentation politique de la communauté locale. Les efforts destinés à obtenir un statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale seront maintenus. ○



CGLU A ÉTÉ CLAIREMENT RECONNUE COMME UNE ORGANISATION PARAPLUIE ET COMME LE FACILITATEUR DU GROUPE PRINCIPAL DES GOUVERNEMENTS LOCAUX ET RÉGIONAUX

Paulo Filgueiras Photos





Mark Garten Photo

PRÉPARATION À LA CONFÉRENCE HABITAT III : DÉVELOPPEMENT DE NOTRE PROPRE AGENDA

La Troisième Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable (Habitat III) en 2016 sera un moment clé pour l'agenda international des gouvernements locaux et régionaux. A ce moment, une vision partagée du "nouvel agenda urbain" sera définie, et nombre de mécanismes de mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable et des résolutions du Sommet de 2015 seront vraisemblablement esquissés.

CGLU est l'organisation qui détient le mandat naturel de représentation des autorités locales et régionales à la Conférence Habitat III, en sa qualité d'héritière de la Première Assemblée des autorités locales organisée à Istanbul en 1996 pendant Habitat II. C'est pourquoi CGLU sera le porte-parole des contributions et des recommandations clés de la communauté locale.

Pendant les réunions préparatoires antérieures à la Conférence qui se tiendra à Quito en 2016, les gouvernements locaux et régionaux, par le biais de la GTF, devront enrichir les débats et apporter les points de vue des autorités locales sur certains des principaux thèmes identifiés.

En plus, afin de pouvoir refléter adéquatement les grands changements qui touchent le monde et le travail de nos membres, CGLU devra travailler à développer son propre agenda : l'Agenda mondial des gouvernements locaux et régionaux, un agenda fondé sur les priorités des membres, leurs attentes et leurs préoccupations.

Le développement et la mise en œuvre de l'Agenda requièrent tout un processus. Au cours de différentes étapes, CGLU mettra à profit l'influence de son réseau, qui lui permettra de définir, à partir de ses partenariats et de ses succès, un agenda des gouvernements locaux et régionaux. Cet agenda viendra nuancer certains arguments avançant que les gouvernements locaux et régionaux sont limités en tant qu'acteurs de changement, et relaiera les initiatives innovantes qui peuvent contribuer à répondre aux défis mondiaux depuis l'action locale.

Grâce aux connaissances apportées par nos membres et tout en évitant de devenir une copie des agendas développés par les Etats et la communauté internationale, l'agenda des gouvernements locaux et régionaux s'appuiera sur les valeurs partagées et les leçons tirées au cours du dernier siècle. ●



CGLU EST L'ORGANISATION QUI DÉTIENT LE MANDAT NATUREL DE REPRÉSENTATION DES AUTORITÉS LOCALES ET RÉGIONALES À LA CONFÉRENCE HABITAT III



LES
GOUVERNEMENTS
LOCAUX ET
REGIONAUX
DOIVENT ETRE
ASSOCIÉS,
TANT DANS LA
DÉFINITION QUE
DANS LA MISE EN
ŒUVRE DU FUTUR
AGENDA

LES GOUVERNEMENTS LOCAUX ET RÉGIONAUX, "LEVIERS DU CHANGEMENT" POUR L'AGENDA D'HABITAT III

Partenariat avec ONU-Habitat

Avec pour thème central, "L'équité urbaine dans le développement", le Forum Urbain Mondial a regroupé de nombreux dirigeants locaux et régionaux, ainsi que des Sections et Commissions de CGLU à Medelin, du 6 au 9 avril 2014.

Un certain nombre de sessions et d'événements parallèles ont été co-organisés par les membres de CGLU, notamment sur : le développement économique local, les villes durables et l'inclusion sociale, la budgétisation participative, la gouvernance métropolitaine, la coopération décentralisée, la planification des villes intermédiaires, la croissance inclusive des territoires, le partenariat avec la société civile et les organisations locales en Afrique, les lignes directrices de la planification stratégique et une session spéciale sur le Rapport GOLD III. Une réunion d'UNACLA et une table ronde de maires ont également été organisées.

A cette occasion, un partenariat a été approuvé entre CGLU et ONU Habitat, pour soutenir la pleine participation des gouvernements locaux et de leurs associations dans l'Agenda international post-2015 et vers Habitat III. Les résultats du partenariat devraient comprendre une reconnaissance accrue des gouvernements locaux en tant qu'acteurs essentiels du développement durable et leur apporter une

attribution conséquente de ressources et de capacités leur permettant de d'assumer leur rôle dans la prestation et l'équité de l'accès aux services urbains de base. ○

PrepCom I d'Habitat III

Une délégation de dirigeants locaux et régionaux de la GTF, facilitée par CGLU, qui comprenait plus de 40 représentants élus, s'est réunie à New York du 15 au 18 septembre 2014, à l'occasion du premier Comité préparatoire de la Conférence Habitat III (PrepCom I). Un Dialogue politique de haut niveau et des événements parallèles ont été organisés en collaboration avec des partenaires des Nations Unies afin de faciliter la participation locale et régionale.

La délégation a formulé des recommandations initiales pour Habitat III et a sollicité l'implication effective des gouvernements locaux et régionaux, tant dans la définition que dans la mise en œuvre du futur agenda. De plus, la délégation a réitéré sa volonté de travailler avec la communauté internationale pour un avenir durable, juste et équitables pour toutes et tous.

La GTF a souligné que les activités suivantes devraient être développées pendant le processus de préparation vers Habitat III, en vue de la Conférence de 2016 : les gouvernements territoriaux comme partenaires clés des agendas d'Habitat et de l'après-2015 ; le fort potentiel de transformation de l'urbanisation ; Habitat III, étape essentielle pour la mise en œuvre de l'agenda du développement durable. ○





Yubi Hoffmann Photo

AGENDA DU CHANGEMENT CLIMATIQUE : LE COMPACT DES MAIRES MOBILISE L'INITIATIVE DES AUTORITÉS LOCALES


Dans le cadre d'un effort mondial visant à mobiliser les actions et les ambitions au niveau du changement climatique et en préparation à la COP 21 de 2015 à Paris, où les autorités locales seront fortement mobilisées, le Secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon, a invité les Chefs d'Etat et de Gouvernement ainsi que la société civile, les dirigeants locaux, les entreprises et les parties prenantes de la finance à un Sommet sur le Climat le 23 septembre 2014 à New York. Ce sommet a catalysé l'action de toutes les parties prenantes dans des domaines où de nouveaux engagements étaient nécessaires ainsi que des contributions substantielles, adaptables et reproductibles qui devraient aider à la transition mondiale vers une économie à faible émission de carbone.

En réponse à cet appel, CGLU, ICLEI et C40, les autorités locales et régionales, ainsi que leurs organisations, se sont réunis au sein d'un Pacte mondial des Maires, connu sous le nom de : **Pacte des Maires**, la principale initiative mise en place par les villes pour lutter contre le changement climatique.

Sommet de l'ONU sur le climat

Dans le cadre d'un effort mondial visant à mobiliser les actions et les ambitions au niveau du changement climatique et en préparation à la COP 21 de 2015 à Paris, où les autorités locales seront fortement mobilisées, le Secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon, a invité les Chefs d'Etat et de Gouvernement ainsi que la société civile, les dirigeants locaux, les entreprises et les parties prenantes de la finance à un Sommet sur le Climat le 23 septembre 2014 à New York. Ce sommet a catalysé l'action de toutes les parties prenantes dans des domaines où de nouveaux engagements étaient nécessaires ainsi que des contributions substantielles, adaptables et reproductibles qui devraient aider à la transition mondiale vers une économie à faible émission de carbone.

En réponse à cet appel, CGLU, ICLEI et C40, les autorités locales et régionales, ainsi que leurs organisations, se sont réunis au sein d'un Pacte mondial des Maires, connu sous le nom de : **Pacte des Maires**, la principale initiative mise en place par les villes pour lutter contre le changement climatique.

Le Sommet climatique de New York a compté sur la participation de nombreux dirigeants de villes, notamment Paris, New York, Johannesburg, Séoul, Berlin ou Bogotá, qui se sont engagées publiquement au sein de ce Pacte. Grâce à cet effort, les villes pourront choisir de répondre aux mêmes exigences que celles proposées lors des négociations internationales sur le climat, qui déboucheront sur un traité mondial sur le climat en 2015. 



CGLU, ICLEI ET C40, LES AUTORITÉS LOCALES ET RÉGIONALES, AINSI QUE LEURS ORGANISATIONS, SE SONT RÉUNIS AU SEIN DU PACTE MONDIAL DES MAIRES, LA PRINCIPALE INITIATIVE MISE EN PLACE PAR LES VILLES POUR LUTTER CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE




Zach Krahme Photo

OBJECTIFS DU PACTE DES MAIRES SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

Le Pacte engage les villes à réduire considérablement les émissions de gaz à effet de serre (GES), à établir des objectifs et des projets publics, et à présenter des rapports annuels sur les progrès réalisés, en utilisant un récent système de mesures standardisées, compatible avec les pratiques internationales. Ce Pacte des Maires donne une nouvelle visibilité aux actions existantes et actuellement mises en place par les autorités locales, comme le Registre des villes pour le climat ou la Convention Européenne des Maires, entre autres.

Les réseaux participant au Pacte s'engagent à créer un nouveau régime permettant de refléter le processus, pour que les Etats parties prenantes établissent des engagements déterminés à l'échelle nationale, qu'on appellera Contributions déterminées des villes :

En présentant le Pacte, les réseaux de villes établiront conjointement les normes d'information, qui se baseront sur le Protocole Mondial sur les Emissions de gaz à effet de serre (GPC, selon l'acronyme anglais) de la Communauté. Elles seront administrées par ICLEI en tant que centre de liaison des Nations Unies avec les associations de gouvernements locaux par le biais du *Registre Climat Carbone* des Villes (CCCR).

En présentant le Pacte, les réseaux de villes, ainsi que leurs partenaires, identifieront et recenseront les engagements et les objectifs déjà existants au niveau de la ville quant au changement climatique – appelés Contributions Déterminées des Villes (CDC). 



LE PACTE ENGAGE LES VILLES À RÉDUIRE CONSIDÉRABLEMENT LES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE (GES),

DÉVELOPPER ET PROMOUVOIR LES ENGAGEMENTS des villes déjà existants, les objectifs de réduction des risques et des émissions de GES, et la production de rapports cohérents sur les risques climatiques liés aux GES.

RECENSER ET SUIVRE LES PROGRÈS RÉALISÉS vers un respect des engagements pris au niveau de la ville sur une base annuelle.

INCLURE UN NIVEAU DE DÉTAIL DANS LES RAPPORTS ET UNE TRANSPARENCE qui est, au minimum conforme à celle requise en vertu de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) pour les gouvernements nationaux.

AGENDA DES RISQUES ET DE LA RÉSILIENCE : PRÉPARATION DE LA 3E CONFÉRENCE MONDIALE SUR LA RÉDUCTION DU RISQUE DE CATASTROPHES

CGLU et le Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophes (UNISDR) travaillent ensemble de longue date, ce qui a conduit ce dernier à nommer notre Organisation « Partenaire Organisateur » aux côtés d'ICLEI, en confiant à CGLU la coordination de la participation des gouvernements locaux et régionaux pour la Troisième Conférence sur la prévention du risque de catastrophes à Sendai, au Japon, en mars 2015.

Cette conférence a adopté un nouveau cadre pour la réduction des risques de catastrophes pour les 10 prochaines années, sur la base du Cadre d'Action de Hyogo. Des séances préparatoires ainsi que des plateformes régionales se sont tenues de novembre 2014 à mars 2015, avec la présence de CGLU.

Initiative de préparation aux catastrophes et d'intervention des gouvernements locaux

Quand des catastrophes surviennent, les gouvernements locaux sont les premiers à devoir réagir, en ayant souvent à leur disposition un grand éventail de compétences mais des capacités insuffisantes pour les mettre en œuvre.

Afin d'améliorer le positionnement des gouvernements locaux face aux catastrophes et



UNISDR Photo

de ceux qui doivent gérer les conséquences des catastrophes, il est proposé qu'une Taskforce de gouvernements locaux pour la gestion des catastrophes soit créée dans le cadre de la Commission Coopération au Développement et Diplomatie des Villes, représentant ainsi CGLU sur les questions liées à la gestion des catastrophes par les gouvernements locaux.

La Taskforce de CGLU pour la gestion des catastrophes apporte une plateforme pour que les gouvernements locaux puissent échanger leurs connaissances et leurs expériences sur la gestion des catastrophes au sein de la structure de gouvernance de CGLU. Cela permettra d'améliorer et de développer les connaissances des gouvernements locaux, à partir de l'expérience de municipalités touchées par des catastrophes. Le rôle des gouvernements locaux sera ainsi renforcé dans l'agenda international de la gestion des catastrophes.

Cette Taskforce, qui inclura avec le temps davantage de membres, fera office de groupe de ressources, de groupe pilote pour des programmes conjoints, de groupe de réflexion et de groupe de lobbying. Initialement constitué de représentants de VNG, FCM, CUF, UMT, de la ville d'Istanbul et de CGLU-MEWA, ce groupe aidera à encourager le débat, à légitimer les initiatives conjointes et à inviter de nouveaux acteurs à participer. ○



LA TASKFORCE DE CGLU POUR LA GESTION DES CATASTROPHES PERMET AUX GOUVERNEMENTS LOCAUX D'ÉCHANGER LEURS CONNAISSANCES ET LEURS EXPÉRIENCES SUR LA GESTION DES CATASTROPHES AU SEIN DE LA STRUCTURE DE GOUVERNANCE DE CGLU





COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT

Partenariat Mondial pour une coopération efficace au service du développement

Dans le cadre du suivi du processus post-Busan, CGLU et ORU-FOGAR ont participé comme observateurs au Comité Directeur du GPEDC, qui s'est réuni les 10 et 11 octobre 2013 à Washington, Etats-Unis, et les 13 et 14 février 2014 à Abuja, Nigeria, lors de la première réunion de haut niveau du GPEDC au Mexique et lors du Comité de pilotage à New York le 9 juillet 2014.

Au Mexique, les gouvernements locaux et régionaux ont présenté une feuille de route pour promouvoir un environnement plus favorable aux gouvernements locaux et régionaux et pour plaider en faveur de la décentralisation fiscale et d'un développement urbain plus inclusif lors des différentes sessions. La feuille de route contribuerait à mettre en œuvre la coopération au développement à l'échelle locale et à soutenir une coopération décentralisée pour la mise en œuvre des accords de Busan.

En outre, il a été décidé à Mexico d'incorporer un représentant permanent des gouvernements locaux et régionaux au Comité directeur du GPEDC, reconnaissant ainsi le rôle des autorités locales et régionales. ◉

Forum pour la coopération en matière de développement de l'ONU

Organisé tous les deux ans au siège de l'ONU, le Forum pour la coopération en matière de développement (DCF, selon l'acronyme anglais) a réuni des partenaires de la coopération et des gouvernements autour du thème « **l'avenir de la coopération au développement pour l'après 2015** ».

Les dirigeants locaux et régionaux ont participé aux réunions préparatoires qui se tenaient à Berlin les 19-21 mars, et regroupant 170 experts et parties prenantes. Les Champions de CGLU ont mené la délégation des gouvernements locaux et régionaux, qui s'est montrée en faveur de la promotion de la coopération décentralisée dans les politiques de coopération pour le développement, et qui a souligné le besoin de reconnaître pleinement les gouvernements locaux comme partenaires du développement, au sein d'une relation d'égalité dans la coopération internationale pour le développement.

Lors du DCF de l'ONU qui se tenait à New York les 10-11 juillet, les Champions de CGLU ont démontré l'importance d'un renforcement des capacités du bas vers le haut, en commençant par le local, et ont défendu l'importance de la participation locale à la conception, à la mise en œuvre et au suivi des plans de développement nationaux.

Les participants au DCF ont soutenu le besoin d'observer des cas concrets et de collecter des données au niveau local afin de trouver des solutions pratiques à l'échelle locale qui pourraient s'appliquer aux niveaux national et international. ◉



LES
GOUVERNEMENTS
LOCAUX ET
RÉGIONAUX SONT
EN FAVEUR EN
FAVEUR DE LA
PROMOTION DE
LA COOPÉRATION
DÉCENTRALISÉE
DANS LES
POLITIQUES DE
COOPÉRATION
POUR LE
DÉVELOPPEMENT

INTELLIGENCE

L'AGENDA INTERNATIONAL DES GOUVERNEMENTS LOCAUX ET REGIONAUX : L'OBSERVATOIRE MONDIAL SUR LA DEMOCRATIE LOCALE ET LA DECENTRALISATION

ELABORATION D'UN AGENDA MONDIAL DES GOUVERNEMENTS LOCAUX ET REGIONAUX

Comme mentionné auparavant, CGLU, avec le soutien de la GTF, a commencé à développer son propre agenda, l'Agenda mondial des gouvernements locaux et régionaux, établi à partir des priorités, des attentes et des préoccupations de ses membres.

L'Agenda mondial de CGLU se développe ainsi sur la base des connaissances apportées par les membres, sur la pratique et sur la proximité, offrant ainsi une nouvelle narrative pour l'avenir des autorités locales et régionales, ancrée dans les valeurs partagées et les leçons apprises au cours des cent dernières années, depuis la naissance de notre mouvement.

POURQUOI AVONS-NOUS BESOIN D'UN AGENDA MONDIAL DES GOUVERNEMENTS LOCAUX ET REGIONAUX ?

Le Bureau Exécutif de CGLU, réuni à Lyon en juin 2013, a mandaté le Secrétariat de CGLU pour qu'il développe un Agenda mondial des gouvernements locaux et régionaux, qui contribue aux débats internationaux et qui reflète les principaux intérêts et points de vue des membres.

Dans le même temps et grâce à cette initiative, nous avons pu bénéficier de l'espace que la GTF a créé et consolidé dans les processus de l'ONU.

C'est dans ce contexte que CGLU développe l'Agenda mondial des gouvernements locaux et régionaux pour le 21^e siècle. Grâce à cet agenda, nous présenterons notre vision des principaux enjeux de l'agenda de développement mondial (ODD, Habitat III) et nous y introduirons les priorités qui ne sont pas présentes dans les négociations internationales.

L'élaboration de cet Agenda mondial s'effectuera par le biais d'un vaste processus de débats et de consultations à différents niveaux, parmi les autorités locales et régionales. Les premières phases de ce processus ont déjà été lancées en 2014. La GTF y sera également impliquée.

L'Agenda devra être finalisé pour Habitat III et présenté devant la II^e Assemblée mondiale des villes et des autorités locales, ainsi que devant le Congrès Mondial de CGLU à Bogotà en 2016.

Par ailleurs, en appui de ce processus, CGLU produira le **IV Rapport mondial sur la démocratie locale et la décentralisation (GOLD IV)**. Le rapport proposera une analyse, des exemples innovants et des études de cas pour appuyer l'Agenda mondial des gouvernements locaux et régionaux. ○



GOUVERNANCE



FINANCE



PLANIFICATION



VILLES INCLUSIVES



ENVIRONNEMENT



ÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE



CULTURE

COMMENT EST DÉVELOPPÉ LE CONTENU DE CET AGENDA ? UN PARCOURS BREF

1. **Octobre 2013**, Le Bureau Exécutif de CGLU à Rabat identifie une liste initiale de thèmes pour lancer le débat sur l'Agenda mondial des gouvernements locaux et régionaux pour le 21^e siècle.
2. **Entre janvier et mars 2014**, le Secrétariat Mondial de CGLU, en coopération avec les Commissions concernées de CGLU, a développé plusieurs documents de réflexion "think pieces" sur six thèmes.
3. **Les 28 et 29 avril 2014**, Lors d'une session de travail avec les Commissions, les représentants des régions de CGLU et des experts, organisée par le Secrétariat Mondial de CGLU les 28 et 29 avril 2014, CGLU et ses réseaux sont parvenus à un consensus. L'Agenda mondial devra prévoir une "narrative" forte sur le rôle des gouvernements locaux au 21^e siècle et leur relation avec d'autres acteurs qui intègre :
 - Nos principes, nos ambitions et nos rêves ;
 - des **recommandations politiques** pour convertir ces rêves en réalité ;
 - des études de cas pour illustrer les **bonnes pratiques** sur le terrain.
 Il a aussi été demandé d'identifier les "narratives" et "contre-narratives" utilisées par d'autres acteurs dans les débats internationaux, afin de développer notre propre message, chercher des partenariats ou répondre à d'autres groupes de façon efficace.
4. À partir de ces conclusions, CGLU développe un « **Toolkit stratégique** » qui sert d'outil pour guider les membres et les partenaires de CGLU dans sa réflexion sur les éléments de ses politiques narratives.
5. En septembre 2014 le Secrétariat Mondial de CGLU a produit une première version afin de contribuer au discours mondial, incluant les contributions de tous les documents, des consultations et des débats qui ont eu lieu en 2014, ainsi que les contributions provenant de documents politiques antérieurs de CGLU.
6. Étant donné l'importance du rôle accordé aux gouvernements locaux dans la mise en oeuvre de l'agenda post-2015, il est décidé d'utiliser le Toolkit pour réaliser une série de **consultations avec les différents types de gouvernement local et régional sur l'Agenda Global** :
 - Villes intermédiaires
 - Villes métropolitaines
 - Villes périphériques
 - Territoires (régions, zones rurales et petites communes)
7. De même, il est décidé que ces consultations devront aller au-delà de nos réseau de membres pour que CGLU puisse identifier des priorités et des messages communs, ainsi qu'établir des alliances stratégiques avec d'autres acteurs, en particulier avec la société civile, pour amplifier l'impact de l'Agenda.



LE PROJET D'AGENDA, A POUR AMBITION DE PRÉSENTER LA RÉPONSE DES GOUVERNEMENTS LOCAUX ET RÉGIONAUX AUX PRINCIPAUX DÉFIS DE L'AGENDA GLOBAL DE DÉVELOPPEMENT



COOPÉRATION

PROGRAMMES ENTRE VILLES ET ASSOCIATIONS : L'APPRENTISSAGE PAR L'ACTION

LES ESPACES PUBLICS, THÈME PRINCIPAL DES ÉCHANGES D'APPRENTISSAGE À DURBAN ET À PORTO ALEGRE¹

Réinventer les espaces publics était le thème central de l'échange de connaissances qui s'est tenu à Durban du 4 au 6 juin 2014. L'événement a été co-organisé par eThewkini/Durban, COGTA (organisme provincial du ministère de gouvernance corporative et d'affaires traditionnelles), CGLU, CGLU Afrique et ONU-Habitat.


D'une durée de trois jours, l'événement, qui a attiré plus de 200 participants, parmi lesquels experts, ONG et conseillers, a permis de réaffirmer l'agenda de CGLU en vigueur actuellement, qui a été rendu public à Rabat pendant le Congrès de CGLU, et qui reconnaît le rôle fondamental des espaces publics pour l'amélioration de la qualité de vie dans les villes.

En plus d'apporter l'opportunité d'assister à des présentations inspiratrices de la part de villes et de collaborateurs, l'événement a permis de dédier une journée à la révision, de manière participative, des perceptions et des idées concernant les espaces publics, grâce à l'ONG Project for Public Spaces (PPS), qui encourage le développement des espaces publics dans le monde entier par et pour les communautés.

L'espace public est un sujet important et transversal pour plusieurs Commissions de CGLU. L'espace public ne concerne pas seulement l'utilisation des terres, mais nécessite des politiques concrètes à mettre en œuvre autour de l'inclusion sociale et numérique, du développement économique local, de la culture, des nouveaux financements et pratiques de gestion.

Un deuxième événement était organisé par la ville de Porto Alegre du 27 au 29 octobre 2014, pour diffuser le thème au sein des réseaux et des villes d'Amérique latine. ONU-Habitat contribue également, avec CGLU, à mobiliser les membres et les partenaires, avec pour objectif



général rassembler les protagonistes et les réseaux d'Amérique Latine. Le but est d'établir une feuille de route conjointe pour l'agenda des espaces publics, en vue d'Habitat III. 

BRÉSIL-MOZAMBIQUE²

Après 2013, une année particulièrement dynamique et qui a vu la formulation de plans de travail et la mise en marche de nombreuses activités entre villes partenaires, 2014 a été une année centrée sur le suivi, le soutien aux visites techniques entre villes homologues et l'échange de connaissances entre les plateformes en ligne nées du projet de renforcement des capacités des autorités locales du Brésil et du Mozambique.

Le projet a été présenté au septième Forum Urbain Mondial à Medellin en avril grâce à un événement de réseautage qui a réuni les dirigeants politiques et techniciens, lesquels ont partagé leurs expériences avec des acteurs internationaux.

L'université UniLurio de Nampulo a organisé un séminaire académique international lors duquel a été soulignée la grande pertinence des instruments de planification adaptés à la réalité et au contexte des villes du Mozambique.



L'ESPACE
PUBLIC EST
UN THÈME
IMPORTANT ET
TRANSVERSAL
POUR
PLUSIEURS
COMMISSIONS
DE CGLU



1. A la recherche de la terre promise des espaces publics

2. Echanges techniques de coopération décentralisée entre pairs au Brésil et au Mozambique

Apprentissage entre villes, expérience du Brésil au Mozambique sur la planification urbaine et la gestion d'instruments pertinents

Ce projet a contribué à établir une plateforme pour la coopération décentralisée entre villes et à consolider le rôle et les capacités des associations nationales. De plus, ce projet a permis la captation de partenaires du développement et d'institutions académiques, tant pour contribuer aux processus que pour étudier les résultats des partenariats établis. ○



COOPÉRATION DURBAN/ ETHEKWINI - SÃO PAULO

Le but de ce programme est de faire partager l'expérience de la ville de Sao Paulo au niveau de la gestion et de l'amélioration de ses « favelas » (taudis). La ville de Sao Paulo et la municipalité d'eThekweni ont franchi des étapes importantes en ce qui concerne la fourniture de logements. Toutefois, eThekweni a mis l'accent sur l'accès au logement, mais la mise à disposition d'équipement de loisirs, culturels, économiques et l'accès au transport public n'ont pas reçu l'attention nécessaire. L'apprentissage grâce à l'expérience de Sao Paulo a encouragé les efforts d'eThekweni à améliorer les installations informelles et les transformer en lieux viables de résidence. ○



COOPÉRATION SWAKOPMUND-KWADUKUZA 3

Le partenariat entre Swakopmund et Kwadukuza a été lancé lors d'une réunion de Commission, qui s'est tenue à Kwadukuza en mars 2013 et portait sur le sujet des villes intermédiaires en Afrique du Sud. Grâce au soutien de l'Agence de coopération allemande au développement, GIZ, de Cities Alliance et du gouvernement norvégien, les villes se sont de nouveau réunies à Swakopmund en février 2014, soutenues sur le plan méthodologique par les associations de CGLU, ALAN et l'initiative d'apprentissage d'eThekweni (MILE). Toutefois, cette expérience a été particulièrement pertinente pour la municipalité de Kwadukuza, qui fait face à des problèmes de prestation de services. Au cours de cette réunion, les politiques de l'emploi propres à Swakopmund ont été identifiées comme voie à suivre pour surmonter l'écart entre performance et réponse. ○

DURBAN/ETHEKWINI MILE – MUNICIPALITÉS DU MALAWI

A Nkhata Bay, un atelier de planification stratégique a été organisé pendant trois jours en 2014. Animé par MILE, le but de l'atelier était de donner aux dirigeants nouvellement élus du conseil municipal de Mzuzu la possibilité d'obtenir une orientation quant à leur processus de planification stratégique, d'examiner les progrès accomplis depuis le dernier atelier de planification stratégique en septembre 2011, d'identifier les défis stratégiques et les causes sous-jacentes de défis que doit relever le conseil municipal, de mettre au point un plan d'action (avec des mécanismes de suivi) qui relève les défis et d'identifier les domaines clés de collaboration entre le Conseil Municipal de Mzuzu, la municipalité de eThekweni et CGLU. ○



3. *Planification stratégique et gestion des services publics*


4. *Construire un nouvel agenda urbain pour les Villes intermédiaires*



APRÈS 2013,
UNE ANNÉE
PARTICULIÈREMENT
DYNAMIQUE ET
QUI A VU LA
FORMULATION
DE PLANS DE
TRAVAIL ET LA
MISE EN MARCHÉ
DE NOMBREUSES
ACTIVITÉS
ENTRE VILLES
PARTENAIRES,
2014 A ÉTÉ UNE
ANNÉE CENTRÉE
SUR LE SUIVI

DURBAN/ETHEKWINI – MAPUTO

Le monitoring entre Durban et Maputo s'est centré sur la vente informelle de rue et les marchés alimentaires. L'échange a été soutenu par l'OIT.

Depuis la dernière table ronde concernant les partenariats pour les marchés alimentaires présentés au Forum mondial sur le développement économique à Foz de Iguaçu, le sujet des marchés a été de largement abordé. La ville de Barcelone et les Projets pour l'espace public ont invité CGLU en tant que partenaires pour la Conférence internationale sur les marchés publics en mars 2015 à Barcelone. 



VILLES INTERMÉDIAIRES : L'APPRENTISSAGE ENTRE PAIRS SE CENTRE SUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE LOCAL⁴


Les stratégies de développement économique et sur l'emploi pour les relations urbain-rural constituaient le thème de l'échange d'apprentissage qui s'est tenu à Chefchaouen, au Maroc, du 25 au 28 septembre.



L'événement a été organisé conjointement par le conseil municipal de Chefchaouen, le gouvernement provincial, l'Organisation Internationale du Travail, CGLU Afrique et les deux Groupes de Travail sur le Développement Economique Local et les Villes Intermédiaires.

L'événement a réuni une quarantaine de participants en provenance de trois régions, à savoir l'Espagne, l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique du Nord. Il a permis de réaffirmer l'importance et les atouts du programme de CGLU pour les villes intermédiaires, ainsi que pour la production inclusive de connaissances et pour le positionnement du gouvernement local dans les processus de développement économique local.

Il a également inspiré et généré d'autres activités de coopération Sud-Sud. FAMSI, OIT et CGLU Afrique se sont engagés à continuer d'approfondir l'apprentissage Sud-Sud et triangulaire entre les villes afin de partager et de promouvoir la mise en œuvre des expériences, comme avec l'Agence pour le développement local et la gestion des données à l'aide des outils Ecolog.

La deuxième réunion s'est tenue en janvier 2015 à Pasto, en Colombie, également avec le soutien de l'OIT. Cette réunion traitait des politiques urbaines et rurales pour l'inclusion et l'emploi ; elle s'est principalement concentrée sur la question des marchés, de la vente en gros et des connexions entre les villes intermédiaires, pour qu'elles fonctionnent comme des centres de services fonctionnels pour la production rurale. 



L'ÉVÉNEMENT A PERMIS DE RÉAFFIRMER L'IMPORTANCE ET LES ATOUTS DU PROGRAMME DE CGLU POUR LES VILLES INTERMÉDIAIRES, AINSI QUE POUR LA PRODUCTION INCLUSIVE DE CONNAISSANCES ET POUR LE POSITIONNEMENT DU GOUVERNEMENT LOCAL DANS LES PROCESSUS DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE LOCAL

COMMISSIONS : PRINCIPAUX RÉSULTATS



COMMISSION PERMANENTE POUR L'ÉGALITÉ ENTRE LES GENRES

LA GOUVERNANCE LOCALE SENSIBILISÉE À L'ÉGALITÉ DES GENRES

Dans le cadre de la huitième session du Groupe de Travail Ouvert qui s'est tenue à New York en mars 2014, la Commission pour l'Égalité des Genres de CGLU a abordé la nécessité d'inclure l'égalité des genres dans l'agenda de développement post-2015.

En se basant sur le vaste travail qu'elle a effectué sur le sujet, la Commission a élaboré une déclaration affirmant qu'il importe d'accroître la participation des femmes à la prise de décision au niveau local, afin d'assurer l'égalité de la représentation et de concevoir un Agenda de développement post-2015 adéquat. Son objectif est de veiller à ce que l'égalité entre les hommes et les femmes soit l'un des principaux thèmes inscrit à l'agenda des autorités politiques locales, et d'assurer un environnement sûr, en particulier pour les femmes, qui sont traditionnellement plus vulnérables à tous types de violence.

Ces réunions ont également permis de présenter le Programme mondial auquel participent CGLU, la Commission Huairou, ONU-Femmes et ONU-Habitat, pour une gouvernance locale sensibilisée à l'égalité des genres. Le programme se propose d'« unir les organisations civiles de femmes, les femmes élues et les gouvernements locaux afin de générer des changements qui supposent une véritable transformation pour les femmes d'aujourd'hui et de demain. »



DECENTRALISATION ET AUTONOMIE LOCALE

ENQUÊTE SUR LA GOUVERNANCE URBAINE

Sous la coordination de l'initiative de la London School of Economics (LSE Cities), et avec la collaboration d'ONU-Habitat, la Commission a lancé une enquête sur la gouvernance urbaine. Les premiers résultats de cette enquête ont été présentés lors de la Conférence sur l'Ere Urbaine de 2014 à Delhi, en Inde, les

14 et 15 novembre 2014. La Conférence a réuni un large éventail de décideurs politiques, des universitaires et des experts de la ville pour discuter du rôle de la gouvernance urbaine quant au développement futur des villes. Cet effort se traduira par une publication du prestigieux LSE Cities et contribuera à l'élaboration du 4ème Rapport Mondial de CGLU sur la Décentralisation et la Démocratie Locale.

L'enquête a relevé le défi concernant les données disponibles sur la gouvernance urbaine. Elle a permis d'établir une plate-forme pour que les villes, de manière individuelle, puissent identifier des cas de gouvernance urbaine internationale s'appliquant tout particulièrement à leurs situations spécifiques. De plus, elle explore des formes nouvelles et novatrices de communiquer et de répartir la gouvernance urbaine afin d'encourager la recherche, de comparer les politiques et d'améliorer leur diffusion publique.

L'impact de l'enquête est crucial alors que les priorités de l'agenda post-2015 sont en cours de finalisation. Alors que le monde s'urbanise de plus en plus, l'agenda urbain et la gouvernance urbaine sont les questions centrales de ces discussions.



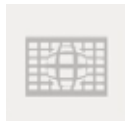
FINANCES LOCALES ET DEVELOPPEMENT

RÉCUPÉRATION DES PLUS-VALUES IMMOBILIÈRES POUR FINANCER LES INVESTISSEMENTS URBANISTIQUES EN AFRIQUE



La valorisation du foncier : une voie pour financer les investissements urbains en Afrique

En partenariat avec le Fonds Mondial pour le Développement des Villes, et avec la contribution de CGLU Afrique, la Commission Finances Locales et Développement de CGLU a publié une étude sur l'appréciation de la valeur foncière, en présentant les avantages, les risques et les bases juridiques et institutionnelles pour la mise en œuvre de cette méthode de financement. Elle est arrivée à la conclusion que le financement de l'urbanisation à travers la valeur des terres est aujourd'hui une recommandation évidente, si nous considérons le montant des investissements nécessaires en regard des restrictions de financement au développement traditionnel.



CULTURE

PRIX INTERNATIONAL CGLU - VILLE DE MEXICO - CULTURE 21

La Commission Culture de CGLU a créé le Prix international CGLU – Ville de Mexico - Culture 21 ; les réceptions de candidature s'étaient du 22 janvier 2014 au 31 mars 2014. L'objectif est de contribuer à la diffusion et à la mise en œuvre de l'Agenda 21 pour la Culture. Le prix comporte deux catégories : ville/gouvernement local ; et une catégorie individuelle.

La Commission a annoncé les lauréats du prix lors du Bureau Exécutif de Liverpool : la ville de Belo Horizonte avec son "Arena de Cultura - Programme de formation artistique et culturelle" a remporté le Prix. Les villes d'Hanovre et Ouagadougou ont reçu une mention spéciale. Le jury a décidé que le « Prix individuel » devrait être partagé ex-æquo entre Manuel Castells et Farida Shaheed. (O)

BILBAO, VILLE HÔTE DU PREMIER SOMMET CULTURE DE CGLU EN 2015

Le processus d'élaboration d'un nouvel Agenda 21 pour la culture a été lancé par la Commission Culture en 2013 et s'est prolongé en 2014 avec des réunions, des séminaires, des articles, des questionnaires et des visites dans des villes pilotes. Le processus s'est conclu sur un événement majeur : un « Sommet de CGLU sur la Culture » en 2015. L'organisation de ce Sommet offrira une visibilité internationale remarquable.

Un appel à candidatures a été lancé au début de 2014 et il a suscité de nombreuses manifestations d'intérêt et des candidatures. Suite aux délibérations de la Commission Culture, la ville de Bilbao, en Espagne, a été choisie pour accueillir le premier Sommet de CGLU sur la Culture les 18-20 mars 2015. (O)

COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT ET DIPLOMATIE DES VILLES

RÉPONSE AUX RISQUES DE CATASTROPHES

La Commission Coopération au Développement et Diplomatie des Villes a progressé sur son plan de travail présenté à Rabat en octobre 2014. En ce qui concerne le Prix pour la Paix, il vise des gouvernements locaux possédant des approches plus innovantes de consolidation de la paix, et qui seront récompensés pour la

première fois. Les critères pour obtenir le prix ont été approuvés par la Commission, puis par le Bureau Exécutif. Dans les prochains mois, le jury et la Commission d'évaluation seront mis en place, ainsi qu'un site Web pour lancer l'appel à candidatures.

La mise en place d'un mécanisme de préparation et de réponse aux catastrophes vise à permettre l'échange d'informations et la coordination de la réponse en cas de catastrophes naturelles (ou causées par l'homme) afin d'aider les gouvernements locaux. Actuellement, les possibilités de financement sont à l'étude, en consultation avec des organisations internationales. La Commission et les instances dirigeantes de CGLU ont convenu de poursuivre l'examen de cette question et de créer un groupe de ressources auquel participeront la Fédération canadienne des municipalités, Cités Unies France, l'Association des municipalités des Pays-Bas et la Section Moyen-Orient et Asie de l'Ouest de CGLU. Le groupe développera une feuille de route pour la mise en œuvre du mécanisme dont il est question. (O)



INCLUSION SOCIALE, DEMOCRATIE PARTICIPATIVE ET DROITS HUMAINS

L'OBSERVATOIRE DES VILLES INCLUSIVES PRÉSENTE DES ÉTUDES DE CAS DU MONDE ENTIER

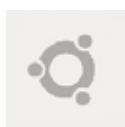
L'Observatoire des Villes Inclusives constitue un espace d'analyse et de réflexion sur les politiques locales d'inclusion sociale ; il est dirigé par la Commission Inclusion Sociale de CGLU. Parmi les différentes études de cas, la Commission a présenté une étude basée sur la réhabilitation d'Al-Darb al-Ahmar (Le Caire, Egypte), avec une population d'étude composée de 285 familles. (O)



Inclusion Sociale et Démocratie Participative. De la discussion conceptuelle à l'action locale

LA COMMISSION INCLUSION SOCIALE AU 4EME FORUM MONDIAL DES VILLES POUR LES DROITS HUMAINS

En tant qu'organisation partenaire du Forum qui s'est tenu du 15 au 18 mai 2014 dans la ville de Gwangju, en République de Corée, la Commission a présenté les expériences des différentes villes. Ce Sommet a permis de discuter et d'approuver le plan de travail de la Commission, sa nouvelle structure de gouvernance, et l'organisation du 2ème Sommet Mondial des Gouvernements Locaux pour le Droit à la Ville. (O)





COMMISSION INTERREGIONALE MEDITERRANEE GOUVERNANCE DÉMOCRATIQUE EN MÉDITERRANÉE

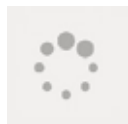
Depuis 2013, un Conseil politique a été mis en place au sein de la Commission Méditerranée, réunissant des représentants élus de la zone Méditerranée. Depuis octobre 2013, le Conseil a adopté et défendu une Charte en faveur de la gouvernance démocratique dans la zone Méditerranée, illustrant les valeurs que partagent et défendent les dirigeants locaux dans la région. (O)



SANTÉ URBAINE

La Commission Santé Urbaine s'est réunie à l'occasion du Bureau Exécutif de Rabat, permettant à ses membres de partager leurs expériences en matière de gestion et de mise en œuvre des politiques de santé publique. Les participants ont discuté des récents changements dans les approches envers la santé publique et des futures stratégies des villes pour la santé.

Les membres ont discuté de la possibilité de regrouper les services de santé municipaux dans trois domaines : les services de santé préventive, de soutien et de guérison. Ils ont donné des exemples de services de prévention et de soutien fournis aux groupes les plus défavorisés. (O)



VILLES DE PÉRIPHÉRIE RENFORCEMENT DU RÉSEAU

En 2014, la commission a été présente lors de rencontres internationales telles que le Forum Mondial de l'Éducation à Canoas, le Forum Urbain Mondial à Medellin avec l'organisation d'un événement parallèle sur les régions métropolitaines, le congrès de Metropolis à Hyderabad avec une participation à une session.

De plus, le travail très étroit avec le réseau Mercociudades a été très fructueux. En effet, des convergences se sont construites avec l'unité thématique « Planification stratégique » de ce réseau de villes latino-américaines. (O)



VILLES NUMÉRIQUES ET DE LA CONNAISSANCE / PLANIFICATION STRATÉGIQUE URBAINE APPRENTISSAGE ENTRE PAIRS ET SOUTIEN AU DÉVELOPPEMENT DES LIGNES DIRECTRICES DE

L'ONU SUR LA PLANIFICATION URBAINE ET TERRITORIALE

En octobre 2013, une réunion conjointe des deux commissions s'est tenue à Rabat. Son objectif principal était de renforcer le Programme d'apprentissage des villes, mais aussi de définir le rôle et les actions des Commissions de CGLU afin de faire progresser le développement de l'agenda d'apprentissage. Il a été convenu que les deux Commissions devraient axer leur travail dans divers domaines :

- au niveau des villes intermédiaires (en facilitant la communication entre les parties, en achevant le document cadre et en l'illustrant avec des études de cas, en soutenant l'apprentissage par les pairs et en se positionnant parmi les instances et les plates-formes européennes) ;
- au niveau des Principes directeurs des Nations Unies concernant la planification urbaine et territoriale (en soutenant les processus de l'Organisation des Nations Unies grâce à leur expérience, en se basant sur le document d'orientation politique sur la planification stratégique de CGLU, et en renforçant le leadership local dans tous les processus de planification) ;
- au niveau de l'apprentissage entre les villes (suivi et soutien des partenariats pour promouvoir et guider les groupes existants, dans le but de bien les positionner dans l'agenda basé sur les besoins des gouvernements locaux). (O)

GROUPES DE TRAVAIL : PRINCIPAUX RÉSULTATS

RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL PROGRAMMES POUR L'AMÉLIORATION DE LA COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT

La réunion annuelle du Groupe de Travail sur le renforcement institutionnel (CIB), organisée par l'Association des Villes Allemandes en septembre 2014, a porté sur trois points principaux : réflexion sur la coopération municipale



internationale, commerce et développement, et partage d'informations et de connaissances. Diverses associations ont entrepris une réflexion sur le développement de la coopération municipale internationale, sur la demande des municipalités membres ou des bailleurs de fonds. Les discussions ont porté sur la façon de diffuser les expériences internationales au niveau national. Dans de nombreux pays, le rôle des gouvernements locaux au niveau du commerce et de l'investissement reçoit une attention de plus en plus accrue. L'Agence de Coopération et de l'Investissement de Medellin est l'une des villes modèles en Amérique latine quant à la manière d'organiser les relations internationales et la coopération. Dans d'autres pays, on s'intéresse de plus en plus au rôle joué par les gouvernements locaux pour attirer des investissements et promouvoir le pays à l'échelle internationale.

La réunion a également porté sur d'éventuelles initiatives conjointes en cas de catastrophe naturelle et comment s'y préparer dans des pays tels que l'Ukraine. ○



VILLES INTERMÉDIAIRES- DEVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE LOCAL

POLITIQUES URBAINES ET RURALES POUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE LOCAL

Le premier événement conjoint entre les deux Groupes de Travail a été organisé à Chefchaouen du 24 au 27 septembre 2014 avec le soutien de l'Organisation Internationale du Travail et du FAMSÍ (Fonds andalou des municipalités pour la solidarité internationale), et s'est centré sur le "Développement économique local et le travail décent dans les villes intermédiaires".

Quarante dirigeants locaux ainsi que des représentants des entreprises et de la société civile ont échangé leurs points de vue concernant la mise en œuvre d'une stratégie de développement locale. Elle se devait de répondre à la situation particulière des villes intermédiaires, notamment la synergie entre espaces ruraux et urbains, leur position intermédiaire par rapport aux villes et, tout particulièrement, leurs environnements sociaux et économiques.

Les élus locaux ont reconnu que la planification stratégique urbaine et territoriale dans

le cadre des villes intermédiaires nécessite de prendre en compte les relations entre espaces ruraux et urbains, ainsi que de rassembler tous les acteurs du développement, en particulier les entreprises, les partenaires sociaux, les citoyens et la société civile. Cela permet également la création de meilleures stratégies à court, moyen et long terme. La coopération triangulaire et Sud-Sud permet de soutenir la mise en œuvre de politiques fondées sur la planification stratégique et urbaine. ○



DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE LOCAL

PROGRAMAS PARA LA MEJORA DE LA COOPERACIÓN AL DESARROLLO

Participation dans la définition du processus du IIIème Forum Mondial sur le Développement Économique Local qui aura lieu à Turin, du 13 au 16 octobre 2015, en tant que membre du Comité Exécutif composé de la ville de Turin, la Province de Turin, PNUD, ORU FOGAR, SEBRAE Brésil, OIT et le Secrétariat Mondial de CGLU.

Élaboration du Premier Projet du Document Politique sur le Développement Économique Local: "La vision des villes." ○



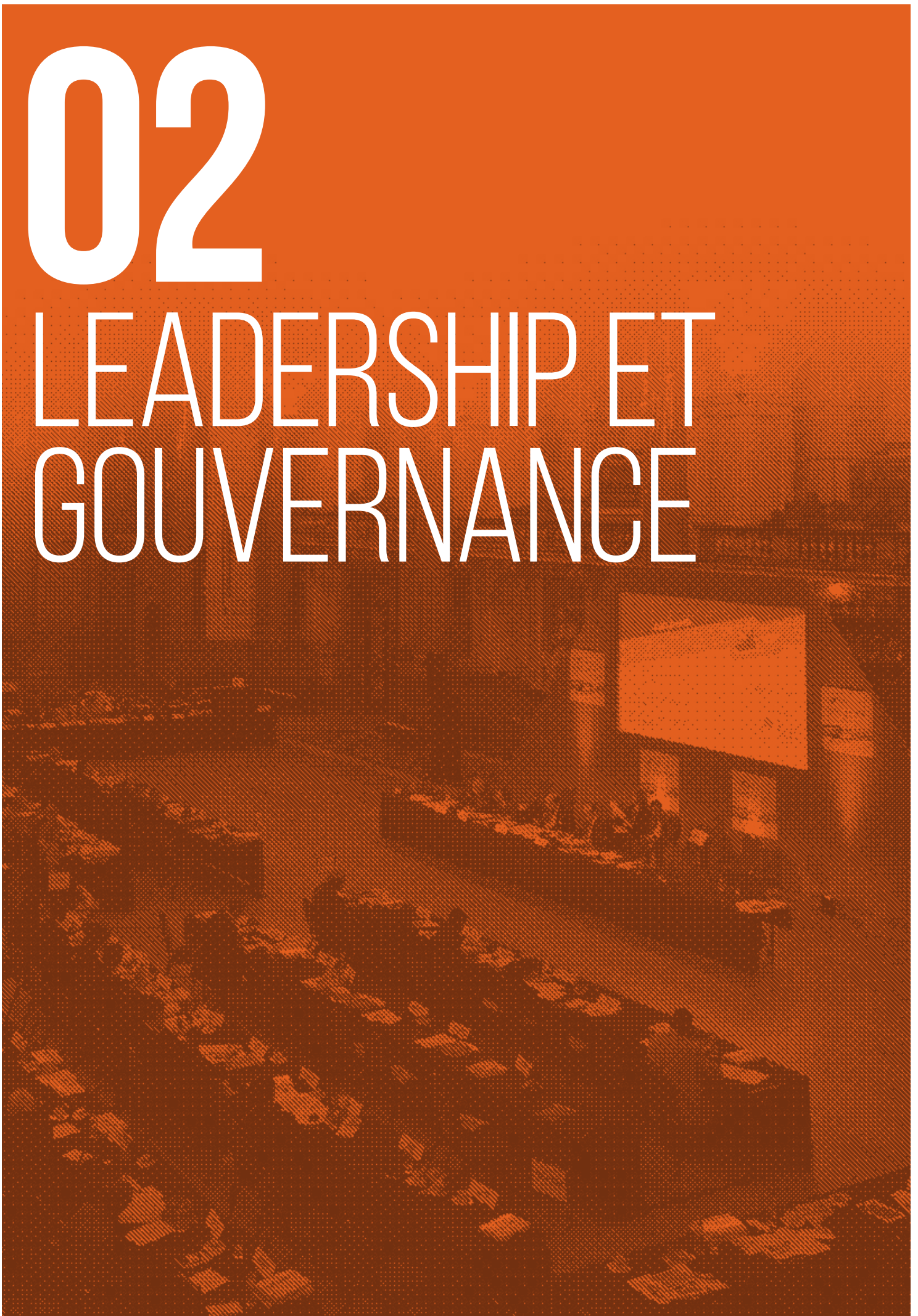
GOUVERNEMENTS LOCAUX ET COOPÉRATION AU PROCHE ORIENT

Participation et co-organisation de deux manifestations dans le cadre de l'année de la solidarité avec le peuple Palestinien : 1) La conférence Internationale des Collectivités Locales en solidarité avec le peuple Palestinien : « Les Collectivités Locales au cœur de l'Etat Palestinien. » (Ramallah, novembre 2014) ; 2) la conférence internationale des gouvernements locaux et des organisations de la société civile en soutien des droits Palestiniens (Séville, décembre 2014).

Lancement d'un appel et d'initiatives en soutien des collectivités et de la population de Gaza lors du récent conflit entre Israël-Hamas (juillet 2014) ; Lancement d'un appel au soutien des collectivités territoriales frontalières à la Syrie faisant face à l'afflux massif de réfugiés. Soutien aux initiatives d'aide lancées par différents réseaux membre du groupe de travail. ○

02

LEADERSHIP ET GOUVERNANCE



RENFORCEMENT DU RESEAU, LEADERSHIP ET GOUVERNANCE

RELATIONS AVEC LES INSTANCES STATUTAIRES

RENOUVELLEMENT DES DIRIGEANTS LOCAUX

Suite aux élections locales qui se sont tenues dans de nombreux pays courant 2014, les instances dirigeantes de CGLU ont félicité les représentants locaux réélus et nouvellement élus, notamment le Président Kadir Topbaş et le co-président Alain Juppé pour leurs réélections, et la co-présidente Anne Hidalgo, pour son élection.

Suite à la démission du maire de Quito, co-président de CGLU, un appel à candidature a été lancé en juin 2014, encourageant les demandes en provenance d'Amérique latine. Ce poste a ensuite été occupé par Mauricio Rodas, Maire de Quito (Équateur) et co-président de CGLU en poste. ○

Présidence de CGLU 2013/2016

PRESIDENT

Kadir Topbaş
Mayor of Istanbul (Turkey), President of the Union of Municipalities of Turkey

CO-PRESIDENTS

Anne Hidalgo
Mayor of Paris (France), President of the Standing Committee of Section Equality

Chen Zhenhua
Mayor of Guangzhou (China)

Alain Juppé
Mayor of Bordeaux (France), President of the French Republic of the Council of European Municipalities and Regions (APCEM)

Ioan Metchie
Mayor of Fagaras (Romania)

Jacqueline Meunier-Sellier
Mayor of Strasbourg (France), President of the Association of Districts (AUSM)

Mauricio Rodas
Mayor of Quito (Ecuador)

TREASURER

Fathallah Oualalou
Mayor of Bobadilla (Morocco)

DEPUTY-TREASURER

Berry Urbanovic
Mayor of Brno (Czechia), President Emeritus of the Association of Local Authorities (ALAs)

SECRETARY GENERAL

Josep Riba
Mayor of Barcelona (Spain), President of the Association of Local Governments (ALAs)

PRESIDENCY OF UCLG 2013/2016

VICE-PRESIDENTS FOR UCLG SECTIONS

Hugh Phonsakorn
President of the Association of Local Authorities of Thailand (ALAT)

Wook Hoo Ryong
Secretary of the Standing Committee of the Association of Local Authorities of Korea (ALAK)

Alain Billaud
Mayor of Paris (France), President of the Association of Local Authorities of France (ALAF)

Antonina Jantova-Labinská
Mayor of Prague (Czechia), President of the Association of Local Authorities of the Czech Republic (ALACR)

Pavlo Chuchniak
President of the National Association of Municipalities (NAMU)

Mohammed Nagef Qadafi
Mayor of Tripoli (Libya), President of the Association of Local Authorities of Libya (ALAL)

Boris Cuderna
Mayor of Rome (Italy)

Joan Paul Macdon
Mayor of the Republic of Moldova (MRA)

Fadi Carrara Crivita
Mayor of the Province of Rome (Italy), President of the Association of Local Governments (ALAs)

GENERAL SECRETARIES OF THE UCLG SECTIONS

Jean-Pierre Emery Akoussi
Secretary General of the Association of Local Authorities of Africa (ALAA)

Bernardine Inouati
Secretary General of the Association of Local Authorities of Africa (ALAA)

Ravish Singh
Secretary General of the Association of Local Authorities of Africa (ALAA)

Fredrik Vallter
Secretary General of the Association of Local Authorities of Europe (ALAE)

Gustavo Tapia Nolasca
Secretary General of the Association of Local Authorities of Latin America (ALALA)

Mohamed Doucoure
Secretary General of the Association of Local Authorities of Africa (ALAA)

Bruck Carbone
Secretary General of the Association of Local Authorities of Europe (ALAE)

Alain La Sève
Secretary General of the Association of Local Authorities of Europe (ALAE)


Carlos Lorenzo
Secretary General of the Association of Local Authorities of Europe (ALAE)

COMMENT GÉNÉRER UNE CROISSANCE ÉCONOMIQUE DURABLE EN PÉRIODE D'AUSTÉRITÉ ; APPROCHE DU BUREAU EXÉCUTIF DE CGLU À LIVERPOOL

Plus de 250 représentants en provenance de 48 pays se sont réunis lors du Bureau Exécutif de CGLU à Liverpool, répondant à l'invitation du maire de Liverpool, Joe Anderson, et de l'Association des Gouvernements Locaux (LGA) à l'occasion du *International Festival for Business* organisé à Liverpool pendant les mois de Juin et Juillet

Les priorités de l'Agenda mondial de CGLU ont été débattues lors des sessions du Bureau et deux débats publics ouverts ont été organisés. L'importance des espaces publics pour parvenir à des sociétés inclusives et prospères, le lien nécessaire entre la croissance et l'égalité, et la façon de mettre en œuvre l'agenda post-2015 à l'échelle locale ont été les principaux sujets à l'ordre du jour. Le Bureau Exécutif de CGLU a permis la rencontre entre les Commissions Santé Urbaine, Coopération au Développement et Diplomatie des Villes, Gouvernance Urbaine et le Groupe de Travail sur les gouvernements locaux et la coopération au Moyen-Orient.

Le Bureau Exécutif de CGLU s'est tenu en collaboration avec le Sommet Mondial de BT pour les Dirigeants des Villes organisé le 18 juin à Liverpool. Les élus locaux ont débattu sur la nécessité de produire une croissance économique durable en période d'austérité et ont rappelé que les villes sont le lieu où se gagnera ou se perdra le combat pour l'égalité et la croissance.

Dans ce contexte, les élus ont réaffirmé une fois encore que l'esprit du mouvement municipal avait toujours été de promouvoir l'apprentissage et la création de conditions permettant de mieux servir les citoyens. De même, le mouvement permet aux dirigeants locaux et régionaux de partager leur expertise au sein des débats internationaux. Ce Sommet international comprenait également des tables rondes, dont une sur le rôle de la culture dans l'économie de la ville. 



LES VILLES
SONT LE LIEU
OÙ SE
GAGNERA
OU SE PERDRA
LE COMBAT
POUR L'ÉGALITÉ
ET LA
CROISSANCE





LES VILLES ET LES RÉGIONS DU MONDE DÉFINISSENT LEUR FEUILLE DE ROUTE POUR 2015 LORS DU CONSEIL MONDIAL À HAIKOU

Les instances statutaires de CGLU, telles que le Bureau exécutif et le Conseil mondial, ainsi que certaines Commissions et groupes de travail, se sont donnés rendez-vous du 23 au 26 novembre 2014 à Haikou, en Chine.

Le Conseil Mondial de CGLU a rassemblé environ 400 participants en provenance de 49 pays ainsi que des représentants d'organisations internationales. Ces réunions se sont tenues parallèlement au Forum des maires asiatiques et au Sommet des villes jumelées d'Haikou. En outre, une importante délégation a assisté à la deuxième édition du Prix de Guangzhou, qui s'est tenu les 27 et 28 novembre.

Les travaux du Conseil mondial ont permis des échanges sur de nombreux thèmes, notamment le développement social et économique local, la prestation de services publics locaux et la réduction des inégalités. Les débats politiques, organisés avant le Conseil mondial sous la forme de tables rondes, ont abordé la question de la prestation des services publics locaux et les éléments essentiels permettant la réduction des inégalités.

Les membres du Conseil Mondial de CGLU ont célébré à cette occasion le futur partenariat stratégique avec l'Union européenne. Cet accord sans précédents dont la signature est prévue en 2015, reconnaît à CGLU le statut d'organisation internationale généraliste qui représente les gouvernements locaux et régionaux à travers le monde.

Le Conseil mondial a adopté le programme de travail pour 2015 et la préparation d'Habitat III. Il incombe à CGLU une grande responsabilité à ce niveau, en tant qu'héritière d'un mouvement centenaire ainsi que de la première Assemblée mondiale des villes et des autorités locales. De même, le Conseil a souligné la nécessité de construire sur l'héritage d'Habitat II, et que CGLU obtienne un statut spécifique de gouvernance représentant les gouvernements locaux et régionaux.

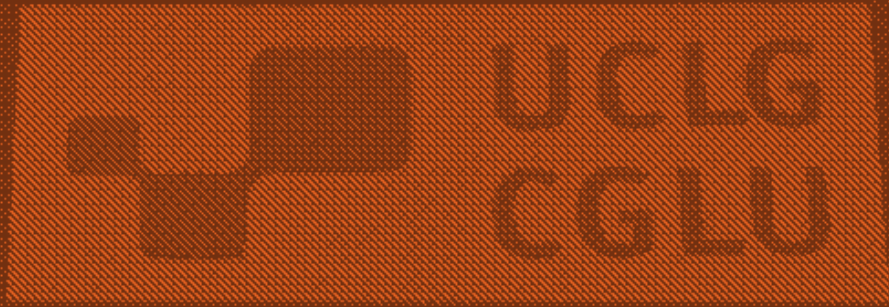
Dans ce contexte, le Conseil Mondial a décidé de convoquer la Deuxième Assemblée mondiale des villes et des autorités locales dans le cadre de son Congrès mondial et de la Conférence Habitat III en 2016. ○



LE CONSEIL MONDIAL CONVOQUE LA DEUXIÈME ASSEMBLÉE MONDIALE DES VILLES ET DES AUTORITÉS LOCALES DANS LE CADRE DE SON CONGRÈS MONDIAL ET DE LA CONFÉRENCE HABITAT III EN 2016

03

ORGANISATION



CONNAISSANCE ET COMMUNICATION

AMÉLIORER LA COLLABORATION AU SEIN DU RÉSEAU MONDIAL DE CGLU

Le monde associatif a considérablement évolué depuis les débuts du Mouvement municipal international il y a cent ans, mouvement qui avait conduit à la création de CGLU en 2004. Les dix dernières années ont vu se produire des changements au niveau de la communication, du partage d'information, de la collaboration et du développement de nouvelles façons de gérer les réseaux.

On voit émerger de nouveaux réseaux d'action mondiale et d'autres formes d'organisations agiles qui travaillent sur des activités similaires à celles de CGLU ou en concurrence avec l'Organisation, et qui attirent un financement public-privé, ainsi que l'attention des médias. Ces nouveaux mécanismes sont de plus en plus pertinents politiquement et sont souvent liés à des réseaux sociaux. Ils remettent en question certaines des structures établies, moins à même de répondre à un environnement en mutation.

La nécessité de renforcer la base de membres de CGLU dans cette nouvelle ère et de consolider son rôle en tant que réseau des réseaux afin de se conformer à son rôle de départ (représenter tous les gouvernements locaux et régionaux et leurs associations) a conduit les instances statutaires de CGLU à demander au Secrétariat Mondial d'organiser des ateliers participatifs pour améliorer la collaboration entre les membres actifs et les partenaires.

Un processus d'évaluation a été mis en place et plusieurs ateliers ont été organisés pour favoriser les échanges entre les différentes parties du réseau et en particulier, entre les Sections et les Commissions. ⦿

DÉVELOPPEMENT DES MESSAGES PRINCIPAUX DE CGLU ET DE SES DOCUMENTS DE RÉFLEXION

Une séance de travail spécifique s'est tenue en mars 2014 au siège de CGLU à Barcelone. Elle s'est penchée sur le développement de thèmes de réflexion et de messages clés pour l'organisation internationale.

En avril 2014, une session spécifique de brainstorming regroupant certaines des Commissions et des Groupes de Travail a permis de débattre des bases de l'Agenda Mondial des Gouvernements Locaux et Régionaux. Un dialogue ouvert a été entamé afin de préparer les messages de diffusion de CGLU et du Groupe de travail mondial sur les défis à venir pour 2014-2016.

En juin 2014, comme mentionné ci-dessus, l'équipe de CGLU a analysé le contenu du premier bloc de l'Agenda mondial des gouvernements locaux et régionaux. CGLU a examiné les propositions clés pour chacun des domaines thématiques, donnant naissance aux domaines clés mentionnés auparavant. ⦿





OPTIMISATION DES RÉSEAUX SOCIAUX


Des initiatives spécifiques visant à développer et à renforcer la présence de CGLU sur les réseaux sociaux, ont été entreprises grâce au soutien et à la participation des membres du réseau mondial ; toutes les activités de communication ont été complétées et améliorées grâce à ces outils et le dispositif de collaboration mis en place.

Parmi les actions entreprises, on peut noter la création d'un groupe de réseaux sociaux. Ce groupe est formé par les responsables de la gestion des comptes de réseaux sociaux des sections régionales, des commissions et des groupes de travail du réseau. Ce groupe a permis de créer davantage de connexions, de favoriser un plus grand échange des connaissances, et d'octroyer davantage de soutien aux campagnes, initiatives et autres mesures prises par certains des membres à travers les réseaux sociaux. Le soutien et la diffusion de ces actions ont été facilités par l'ensemble des membres du réseau et ont permis d'atteindre ainsi un plus large public sur les réseaux sociaux.

Le nombre d'abonnés au compte institutionnel de l'organisation est passé de 2200 personnes le 30 décembre 2013, à 4362 le 30 décembre 2014. Cette augmentation de 2162 abonnés en un an s'explique en partie par la campagne lancée à l'occasion du soutien à l'Objectif de

développement durable urbain #UrbanSDG en mai 2014, et en octobre 2014 pour marquer le mois urbain lancé par ONU-Habitat ; la campagne #CitiesWeWant visant à soutenir les messages des gouvernements locaux et régionaux à l'occasion du 1er Comité préparatoire à la Conférence d'Habitat III (PrepCom 1) en septembre 2014, et le lancement du hashtag #UCLGMeets, utilisé pour suivre toutes les réunions statutaires et autres réunions du réseau.

Les campagnes menées sur les réseaux sociaux n'auraient pas eu de succès sans le soutien des membres de CGLU. En outre, puisque les réseaux sociaux constituent une nouvelle plate-forme permettant la diffusion des messages clés, des activités et du travail de l'organisation, ceux-ci font à présent partie intégrante du travail essentiel de communication, de partage des connaissances, de plaidoyer politique et des relations institutionnelles de CGLU.

L'optimisation des réseaux sociaux inclut le suivi des comptes de CGLU sur Facebook, Twitter, YouTube, LinkedIn et Flickr, travail qui fait maintenant partie des tâches quotidiennes du Secrétariat mondial. Grâce à leur optimisation, les membres de l'organisation ont davantage accès à l'activité du réseau dans son ensemble et aux messages clés que CGLU lance à la communauté internationale. 




LE SITE INTERNET INSTITUTIONNEL DE CGLU ENTIÈREMENT RELOOKÉE

Le site principal de CGLU a été remis à jour début 2014. Le nouveau site propose un nouveau design, des sections plus claires et un contenu plus dynamique.

Parmi les nouvelles rubriques du site, CGLU a créé un blog ouvert aux membres et associés. Lieu de partage des connaissances, il incite au débat sur des questions d'intérêt pour le réseau mondial de l'organisation.

Toutes les informations liées aux activités, réunions, rapports et contributions de l'Organisation, des Sections, des Commissions, des partenaires et d'autres acteurs sont annoncées via le site institutionnel, ainsi

que sur les réseaux sociaux. En ce sens, le Secrétariat Mondial fait office de plateforme d'informations, diffusées auprès des membres par le biais d'un bulletin informatif mensuel. La page web ainsi que la newsletter, sont les principaux moyens de communication et de diffusion des activités des membres.

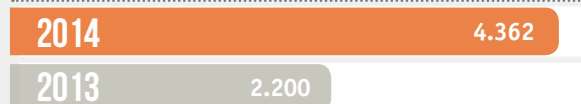
Outre le site Web institutionnel, CGLU administre d'autres sites web destinés à des activités spécifiques : une page dédiée au Groupe de travail mondial, qui est gérée par le Secrétariat mondial (www.gtf2016.org) créée en 2013. On peut également mentionner le site dédié à la Campagne pour un Objectif de développement durable #UrbanSDG, créé en 2014 à l'occasion de cette campagne. 

RÉSEAUX SOCIAUX ET WEBSITES

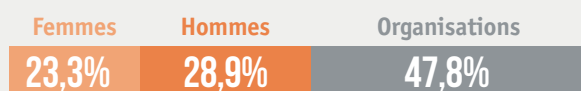
TWITTER



ABONNÉS



AUGMENTATION ABONNÉS **↑ 2.162**



PAYS



Etats-Unis : 393	7,7%	Mexique : 157	3,1%
Espagne : 345	6,8%	Canada : 155	3,0%
Royaume-Uni : 320	6,3%	Turquie : 142	2,8%
France : 262	5,1%	Belgique : 128	2,5%

FACEBOOK



FANS



AUGMENTATION FANS **↑ 701**



PAYS



Maroc : 184	17,41%	Etats-Unis : 102	9,67%
Mexique : 143	3,57%	Argentine : 73	6,92%
France : 127	12,05%	Italie : 62	5,88%
Espagne : 126	11,96%	Colombie : 57	5,40%
Brésil : 124	11,77%	Inde : 56	5,31%

www.uclg.org



VISITES TOTALES



UTILISATEURS



LANGUES



PAYS



Espagne	16,3 %	Royaume-Uni	3,5 %
France	8,8 %	Turquie	3,4 %
Etats-Unis	7,1 %	Brésil	3,3 %
Mexique	4,1 %		

www.gtf2016.org

VISITES TOTALES



UTILISATEURS

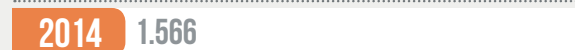


www.urbandg.uclg.org

VISITES TOTALES



UTILISATEURS



GESTION FINANCIÈRE

BUDGET DU SECRÉTARIAT MONDIAL

2.561.498 €

RECETTES

Programmes

48%

Cotisations

37%

Organisation du Congrès

4%

Autres Recettes

11%

DÉPENSES

Programmes

1.229.730 €

Salaires et Charges Sociales

954.677 €

Honoraires

101.728 €

Frais généraux

110.112 €

Déplacements

110.012 €

Communication et publications

26.004 €

Amortissement

28.343 €

TOTAL: 2.560.646 €

AUTRES CONTRIBUTIONS PERMETTANT À CGLU DE FONCTIONNER À COÛTS RÉDUITS

La ville de Barcelone met à disposition des bureaux au Secrétariat mondial.

Les organisations et les autorités locales qui assurent le financement des commissions et des groupes de travail.

Les villes hôtes qui supportent le coût des réunions statutaires, des équipements et des événements sociaux.

PROVENANCE DES PRINCIPALES CONTRIBUTIONS FOURNIES À CGLU POUR LES PROGRAMMES

COMMISSION EUROPÉENNE

PROVINCE DE BARCELONE

MINISTÈRE NORVÉGIEN DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

MINISTÈRE FRANÇAIS DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET DU DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT

ONU- HABITAT

ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL

RESSOURCES HUMAINES

PERSONNEL DE CGLU



2 FONCTIONNAIRES du Ministère français des Affaires étrangères et du Développement International, **5 EMPLOYÉS** des Commissions de CGLU et **2 STAGIAIRES**.

10 nationalités reflétant les régions de l'Europe, de l'Amérique latine et de Afrique.

9 LANGUES sont couramment parlées au sein du Secrétariat Mondial.

PUBLICATIONS

1. INSTITUTIONNEL



*Rapport annuel
2013*



*Dossier de Prensa
2014*

2. AGENDA GLOBAL ET GLOBAL TASKFORCE



*Un Agenda Post-
2015 local et
régional (disponible
en anglais)*



*Contributions au
Nouvel Agenda
Mondial Post-2015
et Habitat III
(disponible en anglais)*



*Vers des villes et
des établissements
humains durables
et mise en œuvre
au niveau local de
l'agenda post- 2015
(disponible en anglais)*

3. COMMISSIONS, GROUPES DE TRAVAIL ET AUTRES



*La valorisation du
foncier : une voie
pour financer les
investissements
urbains en Afrique*



*Prix International
- Ville de Mexico -
Agenda 21*



*Échanges techniques
de coopération
décentralisée entre
pairs au Brésil et
au Mozambique
(disponible en
anglais)*



*Apprentissage
entre pairs dans la
province de Santa
Fe, Argentine.
Politiques régionales
d'aménagement du
territoire*



*Planification
stratégique et
gestion des services
publics (disponible
en anglais)*



*A la recherche de
la terre promise
des espaces publics
(disponible en
anglais)*



*Apprentissage entre
villes, expérience du
Brésil au Mozambique
sur la planification
urbaine et la gestion
d'instruments
pertinents (disponible
en anglais)*



*Le patrimoine
culturel en tant
que moteur de la
durabilité*



*Inclusion Sociale
et Démocratie
Participative.
De la discussion
conceptuelle à
l'action locale*



*Construire un nouvel
agenda urbain
pour les Villes
intermédiaires*



*Suivi basé sur les
communautés
(disponible en
anglais)*



100% reciclado



**Cités et Gouvernements
Locaux Unis**

Carrer Avinyó, 15
08002 Barcelone - Espagne
Telf: +34 933 428 750
Fax +34 933 428 760
info@uclg.org



www.uclg.org

**100 ANS D'ACTION
10 ANS D'UNITE**

Afrique



Asie-Pacifique



Eurasie



Europe



Amérique Latine



Moyen Orient-
Asie de l'Ouest



Amérique du Nord



Section Métropolitaine



Forum des Régions



Avec le soutien de:  Commission européenne